

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

07/11/2014

Maroc : Obstacles aux activités en faveur des droits humains

Le Royaume accueillera le Forum mondial des droits de l'homme mais entrave l'action des organisations locales

Le Maroc abritait autrefois une ruche d'activités indépendantes dans le domaine des droits humains, mais les autorités ont récemment empêché diverses activités que certaines des organisations les plus critiques ont tenté d'organiser

(Rabat) – Les autorités marocaines ont empêché la tenue de plus de 15 réunions que l'Association marocaine des droits humains a essayé d'organiser dans le pays depuis juillet 2014. Les autorités ont également refusé à la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme, à Amnesty International et à d'autres organisations l'accès à divers lieux afin d'y tenir des manifestations.

Ces interdictions ont commencé approximativement au moment où le ministre de l'Intérieur Mohamed Hassad, dans un discours sur la lutte contre le terrorisme, a accusé les organisations engagées dans la défense des droits humains de formuler des allégations dénuées de fondement sur des exactions commises par les forces de sécurité d'une manière qui pourrait nuire à l'image du Maroc ainsi qu'à sa sécurité.

Le Maroc devrait arrêter d'entraver arbitrairement les activités pacifiques des organisations indépendantes de défense des droits humains dans le pays et leur permettre de fonctionner librement, selon Human Rights Watch.

« Le Maroc abritait autrefois une ruche d'activités indépendantes dans le domaine des droits humains, mais les autorités ont récemment empêché diverses activités que certaines des organisations les plus critiques ont tenté d'organiser », a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch.

Mohamed Hassad n'a cité directement le nom d'aucune organisation de défense des droits humains dans son discours du 15 juillet. Cependant, les problèmes, en particulier pour l'Association marocaine des droits humains (AMDH), ont commencé approximativement à ce moment-là.

Le Maroc est censé accueillir le Forum mondial des droits de l'homme, un grand rassemblement de militants venus du monde entier, du 27 au 30 novembre à Marrakech. **Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'homme du Maroc, a déclaré le 21 juin que la décision de tenir le Forum au Maroc reflète une reconnaissance de la vitalité des institutions nationales et des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits humains.**

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/11/07/maroc-obstacles-aux-activites-en-faveur-des-droits-humains>

Lors de l'interdiction la plus récente, le 31 octobre, les organisateurs d'un séminaire fermé pour les journalistes prévu pour le 1er et le 2 novembre ont été informés par l'Hôtel Ibis à Rabat qu'ils ne pouvaient pas utiliser la salle qu'ils avaient réservée, en expliquant que les autorités avaient informé l'hôtel que l'événement n'était pas autorisé, selon Samad Iach du Centre Ibn Rochd d'études et de communication.

Samad Iach a expliqué à Human Rights Watch que le centre avait organisé des séminaires non-publics comme celui-ci depuis plusieurs années à Rabat sans en avoir d'abord prévenu les autorités et sans rencontrer d'obstacles. Le centre et ses partenaires dans cette entreprise, l'Association marocaine pour le journalisme d'investigation et la Fondation Friedrich Naumann, sont tous des entités légales au Maroc. Ils ont réussi à transférer l'événement au siège de la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme.

Depuis juillet, l'AMDH, une association indépendante fondée en 1979 qui dispose de 97 sections à travers le pays, a constaté que des fonctionnaires sont intervenus pour rendre indisponibles les sites que l'association a utilisés pour des réunions et des événements. L'association s'est vu souvent empêchée d'utiliser les sites sans avertissement et après que le responsable de la salle ait convenu que le groupe pourrait l'utiliser, a déclaré Abdelkhalek Benzekri, directeur des relations internationales de l'association, à Human Rights Watch. Par exemple, les autorités ont empêché la section de l'AMDH à Ifrane de tenir un événement le 22 juillet, la section de Tahla de tenir une conférence de presse le 23 juillet, et la branche d'Azrou de tenir une conférence le 25 juillet. La branche dans la ville de Sefrou a obtenu un accord écrit de la mairie lui permettant d'utiliser une salle publique pour un forum sur les droits économiques et sociaux, le 18 octobre, et a finalement trouvé la salle verrouillée ce jour-là.

L'organisation n'a reçu aucune notification ni explication de la part des autorités, a ajouté Abdelkhalek Benzekri, avant la dernière semaine de septembre, lorsque lui ainsi que deux autres responsables de l'AMDH ont reçu un avis signé par le gouverneur (wali) de Rabat-Salé-Zemmour-Zaers. Cet avis, daté du 25 septembre, a interdit à l'AMDH d'organiser une conférence publique sur « Médias et démocratie » les 27 et 28 septembre à la Bibliothèque nationale à Rabat. L'avis stipulait que l'association n'avait pas respecté les procédures de notification énoncées dans l'article 3 de la loi marocaine de 1958 sur les rassemblements publics.

Cette loi ne requiert pas que les associations obtiennent la permission des autorités avant d'organiser une réunion publique, mais l'article 3 exige que certaines associations informent les autorités locales à l'avance. L'article stipule, toutefois : « Les réunions des associations et groupements légalement constitués ayant un objet spécifiquement culturel, artistique ou sportif, ainsi que les réunions des associations et des œuvres d'assistance ou de bienfaisance, sont dispensées de la déclaration préalable ... »

L'AMDH s'est longtemps considérée comme étant admissible pour cette exemption, et ni son bureau central à Rabat ni ses sections locales n'ont informé les autorités préalablement à leurs manifestations publiques, a déclaré Benzekri, parvenant simplement à des accords sur l'utilisation des lieux avec leurs opérateurs au lieu de cela.

Depuis la réception de l'avis, l'association a déposé une plainte contre le gouverneur de Rabat, affirmant qu'il a outrepassé son pouvoir. Le tribunal administratif de Rabat doit entendre l'affaire le 13 novembre.

Les autorités marocaines ont également empêché certaines réunions internes fermées que l'AMDH avait prévu de tenir dans des salles publiques, même si les réunions non publiques organisées par les associations légalement déposées ne requièrent pas d'autorisation officielle ou de notification au regard de la loi marocaine.

Le comité administratif de l'AMDH était censé se réunir le 5 août au Centre Bouhlal à Rabat, géré par le ministère de la Jeunesse et des Sports, et avait obtenu l'accord du centre par écrit, mais l'a trouvé cadenassé en arrivant pour leur réunion, selon une déclaration du groupe. Les autorités ont également interdit à l'AMDH de tenir un autre événement interne au centre, une session de formation pour les membres de la région de Kenitra, le 26 septembre. L'association n'a reçu aucune explication écrite de la raison pour laquelle il lui a été défendu d'utiliser le centre lors de ces deux occasions.

Les autorités ont également récemment restreint d'autres activités de l'AMDH. Le 27 septembre, les forces de sécurité à un poste de contrôle en dehors de Tanger ont empêché sans explication une caravane de plusieurs véhicules organisée par l'association en solidarité avec la population migrante de la ville, d'entrer dans la ville. Lorsque les sections de l'AMDH à travers le pays ont organisé des manifestations le 15 octobre pour protester contre la propension à interdire leurs activités, les autorités ne se sont pas interposées sauf au Sahara occidental, où la police a empêché les manifestants d'atteindre les sites de manifestation dans les villes d'El Ayoun et Smara. Les autorités ont également refusé à la section de Smara l'autorisation de s'inscrire légalement.

Le 12 août, un tribunal de première instance de Tanger a condamné Wafa Charaf, membre de l'association, à un an de prison, ainsi que le paiement d'une amende et de dommages-intérêts, sur des accusations de « falsification de rapport de cas de torture » et diffamation de la police. Elle avait déposé une plainte auprès du procureur de Tanger, alléguant qu'elle a été enlevée, battue et détenue pendant plusieurs heures par des individus qu'elle ne pouvait pas identifier après avoir participé à une manifestation syndicale le 27 avril. Le 20 octobre, une cour d'appel a doublé sa peine de prison. Un autre membre de l'AMDH, Boubker el-Khamlichi, a reçu une peine d'un an de prison avec sursis pour « complicité » dans la même affaire. Tous deux sont également partisans du parti politique d'extrême-gauche, la Voie démocratique.

D'autres organisations marocaines de défense des droits humains ont également rencontré de nouvelles restrictions depuis juillet. Les autorités ont empêché la section marocaine d'Amnesty International de tenir un camp annuel d'une semaine pour les jeunes d'Europe et du Moyen Orient qu'elle avait tenu chacune des 16 années précédentes, sans ingérence des autorités. Le 1er septembre, la veille du jour où le camp devait commencer, les organisateurs sont arrivés au complexe Moulay Rachid dans la ville balnéaire de Bouznika, qui appartient au ministère de la Jeunesse et des Sports, et l'ont trouvé fermé.

La section marocaine d'Amnesty n'a reçu aucune notification préalable, ni aucune explication officielle, bien que l'agence de presse étatique Maghreb Arabe Presse (MAP) ait diffusé un court article le 2 septembre affirmant que l'organisation avait omis de se conformer aux procédures administratives. Les organisateurs « n'ont pas avisé les autorités de leur intention d'organiser cette activité, ni fourni une quelconque information sur le thème ou la nature de l'activité ainsi que sur les nationalités des participants », indiquait l'article.

Salah Abdellaoui, de la section marocaine d'Amnesty, a déclaré que les organisateurs du camp avaient informé les autorités locales par fax, comme les années précédentes, même s'ils considéraient le camp comme un événement non-public qui ne nécessitait pas de notification préalable. Incapable d'utiliser le complexe Moulay Rachid, la section locale d'Amnesty a réussi à organiser une version réduite du camp dans son bureau privé.

Les autorités ont empêché la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme de tenir une réunion interne au Centre Bouhlal de Rabat, les 27 et 28 septembre. Mohamed Zhari, président de la Ligue, a déclaré à Human Rights Watch que le ministère de la Jeunesse et des Sports a refusé de mettre le centre à disposition mais n'a pas voulu mettre la décision par écrit. Mohamed Zhari a ajouté qu'un responsable du ministère lui avait dit que le ministère avait reçu les ordres d'obtenir l'approbation du ministère de l'Intérieur avant d'autoriser les organisations des droits humains à utiliser le site.

Dans son discours devant le Parlement le 15 juillet, le ministre de l'Intérieur Hassad a accusé « certaines associations et entités nationales » d'utiliser « la bannière de la défense des droits humains » dans le but d'accuser les services de sécurité « sans aucune base ... de commettre des actes tels que des enlèvements, la torture et la détention arbitraire ». Hassad a poursuivi en déclarant : « Ce comportement fait partie d'une campagne délibérée ... dans laquelle ils ont recours à la préparation et la présentation de faux rapports visant à conduire quelques-unes des organisations internationales à prendre des positions hostiles à l'égard des intérêts du Maroc, notamment sa souveraineté territoriale », en référence à la revendication du Maroc sur le Sahara occidental.

Le ministre de la justice et des libertés publiques, Moustapha Ramid, lors d'une réunion avec les associations des droits humains le 24 septembre, a souligné qu'il n'y a pas d'obligation d'autorisation préalable pour la tenue de réunions publiques et a promis de travailler avec les associations si elles rencontraient de tels obstacles.

Une demande de commentaires adressée par Human Rights Watch au porte-parole du gouvernement, Moustapha Khalfi, est restée sans réponse. Mais Khalfi a déclaré à la presse le 2 octobre : « Les pouvoirs publics n'ont pas de politique systématique pour empêcher les activités des associations des droits humains. Au contraire, nous traitons positivement avec les activités menées en vertu de la législation et des procédures en vigueur Entre janvier et septembre 2014, il y a eu 4 320 activités menées par 40 associations. »

« Il est clair que la répression actuelle va bien au-delà de l'interprétation légales que les autorités peuvent utiliser pour justifier l'interdiction de réunions », a conclu Sarah Leah Whitson. « Alors que le Maroc se prépare à accueillir des militants des droits humains du monde entier, il devrait mettre fin à toutes les restrictions arbitraires sur les rassemblements organisés par ses propres militants des droits humains. »



المغرب-منع تجمعات حقوقية

تستعد المملكة لاستضافة المنتدى العالمي لحقوق الإنسان ولكنها تخفق التجمعات المحلية

(الرباط) - إن سلطات المغرب قد منعت أكثر من 15 اجتماعا، والتي حاولت الجمعية المغربية لحقوق الإنسان تنظيمها في أنحاء البلاد، منذ يوليو/تموز 2014. كما حرمت السلطات أيضا العصبة المغربية لحقوق الإنسان، ومنظمة العفو الدولية، ومنظمات أخرى من فضاءات كان مقررا أن تحتضن أنشطتها.

بدأ المنع بعد أن اتهم وزير الداخلية محمد حصاد، في كلمة ألقاها حول مكافحة الإرهاب، جماعات حقوق الإنسان بتقديم ادعاءات لا أساس لها عن انتهاكات ارتكبتها قوات الأمن بطريقة يمكن أن تفسر بصورة وأمن المغرب.

وقالت هيومن رايتس ووتش إن على المغرب أن يتوقف عن عرقلة الأنشطة السلمية لجماعات حقوق الإنسان المستقلة في البلاد تعسفا والسماح لها بالعمل بحرية.

قالت سارة ليا ويتسن، المديرية التنفيذية لقسم الشرق الأوسط وشمال أفريقيا: "كان المغرب في وقت ما بارزا كخليفة للأنشطة المستقلة لحقوق الإنسان، ولكن السلطات دأبت في الآونة الأخيرة على منع الأنشطة بينما ويسارا والتي حاولت بعض المجموعات الأكثر انتقادا تنظيمها".

امتنع حصاد عن تسمية أي جماعة لحقوق الإنسان في خطاب 15 يوليو/تموز. ومع ذلك، فإن المشاكل، خصوصا بالنسبة للجمعية المغربية لحقوق الإنسان، قد بدأت في ذلك الوقت تقريبا.

سيستضيف المغرب المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، وهو تجمع كبير من النشطاء من جميع أنحاء العالم، في الفترة من 27 إلى 30 نوفمبر/تشرين الثاني في مراكش. وقال إدريس اليزمي، **رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان** في المغرب، يوم 21 يونيو/حزيران إن قرار تنظيم المنتدى في المغرب يعكس الاعتراف بحجوية المؤسسات الوطنية ومنظمات المجتمع المدني العاملة في مجال حقوق الإنسان.

خلال المنع الأخير، في 31 أكتوبر/تشرين الأول، أبلغ فندق إيبس في الرباط منظمي ندوة داخلية للصحفيين كانت مقررة في 1 و 2 نوفمبر/تشرين الثاني أنهم لا يستطيعون استخدام قاعة كانوا قد حجزوها، موضحا أن السلطات أبلغت الفندق أن النشاط غير مرخص به، وفقا ل صمد عياش عن مركز ابن رشد للدراسات والتواصل.

وقال عياش ل هيومن رايتس ووتش إن المركز قام بتنظيم ندوات غير عمومية مثل هذه على مدى السنوات العديدة الماضية في الرباط دون إخطار السلطات ودون مواجهة عراقيل. ويعد المركز وشريكاه في هذا المشروع، وهما الجمعية المغربية لصحافة التحقيق ومؤسسة فريدريش ناومان، يعدون جميعا كيانات قانونية في المغرب. واستطاعوا نقل النشاط إلى مقر الرابطة المغربية للدفاع عن حقوق الإنسان.

منذ شهر يوليو/تموز، وجدت الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وهي جماعة مستقلة تأسست في عام 1979 ولديها 97 فرعا في مختلف أنحاء البلاد، أن المسؤولين تدخلوا لجعل الفضاءات التي كانت الجمعية قد استخدمتها لاجتماعات ومناسبات، غير متوفرة. قال عبد الخالق بن زكري، مدير العلاقات الدولية في الجمعية، ل هيومن رايتس ووتش إنه في أحيان كثيرة يتم منع الجمعية من استخدام فضاءات دون سابق إنذار وبعد موافقة المسؤول عن الفضاء على استعماله من طرف الجمعية. على سبيل المثال، منعت السلطات فرع الجمعية في إفران من تنظيم نشاط في 22 يوليو/تموز، وفرع تاهلة من تنظيم ندوة صحفية يوم 23 يوليو/تموز، وفرع أزرو من عقد ندوة في 25 يوليو/تموز. وحصل فرع الجمعية في صفرو على موافقة مكتوبة من المجلس البلدي لاستخدام قاعة عمومية من أجل ندوة حول الحقوق الاقتصادية والاجتماعية يوم 18 أكتوبر/تشرين الأول، فقط ليجدوا القاعة مغلقة في ذلك اليوم.



وقال بن زكري إن الجمعية لم تتلق أي إخطار أو تفسير من السلطات، حتى أواخر سبتمبر/أيلول، عندما استلم هو واثنان من المسؤولين الآخرين في الجمعية إشعارا من توقيع والي الرباط-سلا-زمور-زعرير. ويمنع الإشعار، المؤرخ في 25 سبتمبر/أيلول، الجمعية من عقد ندوة عمومية حول "الإعلام والديمقراطية" يومي 27 و28 سبتمبر/أيلول في المكتبة الوطنية في الرباط. ويقول الإشعار إن الجمعية لم تمثل لإجراءات الإخطار المنصوص عليها في الفصل 3 من قانون 1958 بشأن التجمعات العمومية في المغرب.

لا يشترط القانون على الجمعيات الحصول على ترخيص من السلطات قبل تنظيم اجتماع عمومي، ولكن الفصل 3 يشترط على بعض الجمعيات إخطار السلطات المحلية مسبقا. وينص الفصل، مع ذلك، على أنه "... تعفى من سابق التصريح المنصوص عليه في المقطع الأول من هذا الفصل الاجتماعات التي تعقدها الجمعيات والهيئات المؤسسة بصفة قانونية التي تهدف بصفة خاصة إلى غاية ثقافية أو فنية أو رياضية وكذا الاجتماعات التي تعقدها الجمعيات والمؤسسات الإسعافية أو الخيرية". وقال بن زكري، إن الجمعية المغربية لحقوق الإنسان تعتبر نفسها دائما أنها مؤهلة لهذا الاستثناء، ولم يرقم لا مكتبها المركزي في الرباط ولا فروعها المحلية بإخطار السلطات مقدما بأنشطتها العمومية، وبدلا من ذلك تتوصل إلى اتفاقات بشأن استخدام الفضاءات مع مسيرتها.

منذ استلام الإشعار، رفعت الجمعية دعوى ضد والي الرباط، تقول فيها إنه تجاوز صلاحياته. وستنظر المحكمة الإدارية في الرباط في القضية يوم 13 نوفمبر/تشرين الثاني.

منعت السلطات المغربية أيضا بعض الاجتماعات الداخلية التي كانت الجمعية المغربية لحقوق الإنسان تعتمدها في قاعات عمومية، على الرغم من الاجتماعات غير العمومية التي تنظمها الجمعيات القانونية لا تتطلب ترخيصا رسميا أو إخطارا بموجب القانون المغربي.

وجاء في بيان للجمعية أن اللجنة الإدارية للجمعية المغربية لحقوق الإنسان كانت ستجتمع يوم 5 أغسطس/آب في مركز بوهلال في الرباط، الذي تديره وزارة الشباب والرياضة، وحصلت على موافقة مكتوبة من المركز، ولكنهم وجدوه مقفلا عند وصولهم لمكان الاجتماع. كما منعت السلطات الجمعية من عقد نشاط داخلي آخر في المركز، دورة تكوينية لأعضاء من منطقة القنيطرة، في 26 سبتمبر/أيلول. ولم تلق الجمعية أي تفسير كتابي عن سبب منعها من استخدام المركز خلال التاريخين.

كما قيدت السلطات مؤخرا أنشطة أخرى للجمعية المغربية لحقوق الإنسان. في يوم 27 سبتمبر/أيلول، منعت قوات الأمن في نقطة تفتيش خارج مدينة طنجة قافلة من عدة سيارات نظمتها الجمعية تضامنا مع سكان المدينة المهاجرين من دخول المدينة، دون تفسير. عندما نظمت فروع الجمعية المغربية لحقوق الإنسان في جميع أنحاء البلاد وقفات يوم 15 أكتوبر/تشرين الأول احتجاجا على الحظر المنهج لأنشطتهم، لم تتدخل السلطات إلا في الصحراء الغربية. هناك، منعت الشرطة المتظاهرين من الوصول إلى أماكن الوقفات في مدينتي العيون والسمارة. وقد رفضت السلطات أيضا السماح لفرع السمارة بالتسجيل قانونيا.

في 12 أغسطس/آب، حكمت المحكمة الابتدائية في طنجة على وفاء شرف، وهي إحدى أعضاء الجمعية، بسنة واحدة في السجن، وغرامة، وأمرتها بدفع تعويضات، بتهمة "وشاية كاذبة في قضية تعذيب" والتشهير بالشرطة. وكانت قد قدمت شكوى لدى وكيل الملك في طنجة تزعم فيها أنها اختطفت، وضربت، واحتجزت لعدة ساعات من قبل أشخاص لم تستطع التعرف عليهم، بعد مشاركتها في مظاهرة نقابية في 27 أبريل/نيسان. في 20 أكتوبر/تشرين الأول ضاعفت محكمة الاستئناف عقوبتها بالسجن. وتلقى عضو آخر في الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، هو أبو بكر الخليلي، حكما بسنة سجن مع وقف التنفيذ بتهمة "المشاركة" في نفس القضية. كلاهما ينتمي أيضا إلى حزب النهج الديمقراطي اليساري الراديكالي.

وقد واجهت جمعيات مغربية أخرى لحقوق الإنسان أيضا قيودا جديدة منذ يوليو/تموز. فقد منعت السلطات المغربية فرع منظمة العفو الدولية من تنظيم مخيم سنوي لمدة أسبوع لشباب أوروبي وشرق وأوسطي، والذي كانت تنظمه كل عام طيلة 16 عاما الماضية دون تدخل رسمي. في 1 سبتمبر/أيلول، يوما قبل بدأ المخيم، وصل المنظمون إلى مركب مولاي رشيد في البلدة الشاطئية بوزنيقة، والتابع لوزارة الشباب والرياضة، ليجدوه مقفلا.

لم يتلق فرع منظمة العفو الدولية أي إخطار مسبق، ولا أي تفسير رسمي، على الرغم من أن وكالة المغرب العربي للأنباء نشرت مقالا قصيرا في 2 سبتمبر/أيلول مدعي أن المنظمة أخفقت في الامتثال للإجراءات الإدارية. وجاء في المقال أن المنظمين "لم يحظوا بالسلطات عن عزمهم تنظيم هذا النشاط، أو يقدموا أي معلومات حول موضوع أو طبيعة النشاط، أو عن جنسية المشاركين".

وقال صلاح عبد اللاوي، من فرع منظمة العفو الدولية، إن منظمي المخيم أخطروا السلطات المحلية عن طريق الفاكس، كما هو الحال في السنوات السابقة، على الرغم من أنهم يعتبرون المخيم نشاطا غير عمومي ولا يتطلب أي إخطار مسبق. وأمام عدم قدرته على استخدام مركب مولاي رشيد، استطاع فرع منظمة العفو تنظيم نسخة مصغرة من المخيم في مقره الخاص.



منعت السلطات العصابة المغربية للدفاع عن حقوق الإنسان من عقد اجتماع داخلي في مركز بوهلال في الرباط يومي 27 و 28 سبتمبر/أيلول. وقال محمد الزهاري، رئيس العصابة، لهيومن رايتس ووتش إن وزارة الشباب والرياضة امتنعت عن توفير المركز لكنها رفضت إصدار القرار كتابة. وقال الزهاري إن مسؤولا في الوزارة قال له إن الوزارة تلقت أوامر بالحصول على موافقة وزارة الداخلية قبل السماح لمنظمات حقوق الإنسان باستخدام الفضاء.

في كلمته أمام البرلمان يوم 15 سبتمبر/تموز، اتهم وزير الداخلية حصاد "بعض الجمعيات والهيئات المحلية" باستخدام "غطاء الدفاع عن حقوق الإنسان" لانتهاج الأجهزة الأمنية " بإرتكاب أفعال ... لا أساس لها من الصحة، كالإتهام بالإختطاف والتعذيب والإعتقال التعسفي". وواصل حصاد زاعما أن "هذا السلوك يندرج في إطار حملة مدروسة، حيث يتم اللجوء إلى إعداد وتقديم ملفات وتقارير مغلوبة لدفع بعض المنظمات الدولية لإتخاذ مواقف معادية لمصالح المغرب، بما في ذلك سيادته الترابية"، في إشارة إلى مطالبة المغرب بالصحراء الغربية.

أكد وزير العدل والحريات، مصطفى الرميد، في لقاء مع جمعيات حقوق الإنسان يوم 24 سبتمبر/أيلول، أنه لا يوجد شرط للحصول على ترخيص مسبق لعقد اجتماعات عمومية، وتعهد بالعمل مع الجمعيات إذا ما واجهت مثل هذه العقبات.

لم تتوصل هيومن رايتس ووتش بأي رد على طلبها إلى المتحدث باسم الحكومة، مصطفى الخلفي، للحصول على تعليق. لكن الخلفي صرح للصحافة يوم 2 أكتوبر/تشرين الأول أنه: "ليست هناك أي سياسة منهجة للسلطات العمومية لمنع أنشطة الجمعيات الحقوقية. على العكس من ذلك، يتم العمل على التفاعل الإيجابي مع الأنشطة التي يتم تنظيمها وفق القوانين والإجراءات الجاري بها العمل. ... منذ يناير/كانون الثاني 2014 وإلى غاية سبتمبر/أيلول 2014، تم تنظيم 4320 نشاطا حقوقيا من طرف 40 جمعية حقوقية".

قالت سارة ليا ويتسن: "من الواضح أن حملة القمع الحالية تتجاوز بكثير كل تفسير قانوني قد تستخدمه السلطات لتبرير الحظر على الاجتماعات. بينما يستعد المغرب لاستضافة نشطاء في مجال حقوق الإنسان من مختلف أنحاء العالم، فإنه يجب عليه وضع حد لجميع القيود التعسفية على التجمعات التي ينظمها نشطاؤه في مجال حقوق الإنسان".

Maroc: Les progrès du Maroc en matière de lutte contre le SIDA salués par l'OMS

Le Maroc est considéré comme un pays "exemplaire" dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), en matière de lutte contre le sida, a affirmé récemment à Rabat, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Maroc, Yves Souteyrand. S'exprimant à l'ouverture des travaux de l'atelier de synthèse de la revue à mi-parcours du Plan conjoint d'appui des Nations unies à la riposte nationale au Sida 2012-2016 (PCNU), Yves Souteyrand a expliqué que le Royaume est en effet l'un des pays ayant le plus réussi dans le domaine de l'accès des personnes atteintes de Sida au traitement antirétroviral (ARV).

Les progrès réalisés par le Maroc dans la lutte contre le Sida sont imputables à la coordination des efforts de plusieurs acteurs impliqués dans la riposte au fléau, notamment, la société civile "très motivée", les autorités nationales, le ministère de la Santé qui a pris le leadership dans le domaine, ainsi que le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, a-t-il dit. Même son de cloche chez le directeur de l'épidémiologie au ministère de la Santé, Abderrahmane Maaroufi, qui a rappelé que le Maroc s'est mobilisé depuis plus de deux décennies en matière de lutte contre le Sida, avec un ancrage de l'approche multisectorielle et du partenariat actif entre les différents secteurs gouvernementaux et les Organisations non gouvernementales (ONG).

Il a dans ce sens assuré que le Royaume progresse vers la réalisation des objectifs fixés par la déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2011, et le plan stratégique national de lutte contre le Sida 2012-2016 (PSN), lequel vise à concrétiser l'accès universel à des services de prévention, de traitement, de prise en charge et d'appui en matière de VIH, en adoptant la vision "zéro nouvelle infection par le VIH, zéro décès lié au Sida et zéro discrimination". M. Maaroufi a indiqué à cet égard, que selon les dernières estimations, le Maroc connaît le début d'une réduction des nouvelles infections VIH et de la morbidité et mortalité des personnes vivant avec le VIH, faisant savoir qu'en 2013, 583.440 tests de dépistage ont été réalisés contre 60.000 en 2011 et que les programmes de prévention combinée pour les populations les plus exposées aux risques, mis en œuvre en partenariat avec les ONG, ont permis de toucher la même année, 151.538 personnes.

Les efforts de réduction des coûts ont par ailleurs, permis au Maroc de figurer parmi les pays où les prix d'acquisition des médicaments ARV de première ligne sont les plus bas, a-t-il expliqué, relevant que le nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement ARV au Maroc, a atteint 7.038 en juin 2013 contre 4.047 en 2011, soit une augmentation de 60 %. Selon M. Maaroufi, les avancées réalisées en matière de la riposte au Sida, sont le résultat d'un engagement soutenu de la part du gouvernement et des ONG, de l'alliance avec de nouveaux acteurs stratégiques comme le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et l'Initiative nationale du développement humain (INDH), d'une intensification des programmes

<http://fr.allafrica.com/stories/201411060931.html>

de prévention combinée et de dépistage auprès des populations clés et vulnérables, d'une amélioration de l'accès au traitement ARV, au suivi biologique et à l'appui psychologique, ainsi que d'un renforcement du leadership et de la gouvernance.

De son côté, le directeur du Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) au Maroc a précisé que la revue à mi-parcours du PCNU vise à analyser les réalisations de ce plan deux ans et demi après sa mise en œuvre et de conseiller l'équipe pays et l'équipe conjointe Sida pour améliorer la pertinence, l'efficacité et l'adéquation de l'appui des Nations unies à la riposte nationale au Sida. M. Alami a par ailleurs relevé que le PCNU qui découle de la volonté de l'équipe des Nations unies au Maroc de rassembler et d'utiliser au mieux ses ressources techniques et financières pour un appui coordonné et pertinent à la riposte nationale au Sida s'appuie et s'aligne sur la réalisation des objectifs du PSN.

Cet atelier de synthèse de la revue à mi-parcours du PCNU, marqué par la présence entre autres, des représentants des Agences des Nations unies, du ministère de la Santé, des secteurs gouvernementaux, du CNDH, de la Rabita Mohammedia des oulémas et des ONG œuvrant dans le domaine de la lutte contre le Sida et la réduction des risques, vise à faire le point sur la situation actuelle de l'épidémie du Sida et de la riposte au Maroc, à présenter et discuter la synthèse de la revue à mi-parcours du PCNU et identifier et proposer des actions pour renforcer l'efficacité, l'efficience et la valeur ajoutée des Nations unies pour un soutien optimal à la riposte nationale.



مجالات الأمن وحقوق الإنسان ومناقشة ورقتي عمل الأولى عن جهود مجلس وزراء الداخلية العرب، والثانية حول دور المفوضية السامية لحقوق الإنسان في مجال الأمن وحقوق الإنسان، أما الجلسة الثانية فتم تخصيصها لعدد من المقررين في الأمم المتحدة.

وتعنى ورشات العمل الأربع، على التوالي، بتحديات الأمن وقضية حقوق الإنسان والشراكة بين المؤسسات الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان ومنظمات المجتمع المدني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان، وقضية مدونات سلوك للمؤسسات الأمنية في مجال حقوق الإنسان، ومسألة رفع القدرات على المستويات الدولية والإقليمية والمحلية، وعملية إصلاح المؤسسات الأمنية والمؤسسات العقابية والإصلاحية وفقا للمعايير الدولية لحقوق الإنسان.

وسيمتد خلال اليوم الثاني عقد جلستين، إلى جانب الجلسة الختامية، تستعرض الأولى تجارب بعض المنظمات الدولية في الشراكة مع الأجهزة الأمنية، وكذا عرض أهم تجارب المنظمات الدولية في تعاملها مع الإرهاب، بينما يتم في الجلسة الثانية عرض نتائج ورشات عمل اليوم الأول، على أن تكلل الأشغال بإصدار بيان ختامي والتوصيات.

والضمانات والمبادئ المعنية باعتماد دعم سيادة القانون وإعمال حقوق الإنسان كإطار لمواجهة التحديات الأمنية، وفتح وتوثيق التعاون بين الجهات المختلفة الحكومية وغير الحكومية المعنية بهذه القضايا.

وتشارك في المؤتمر كبريات المنظمات الدولية المعنية، من بينها منظمة العفو الدولية، واللجنة الدولية للصليب الأحمر، ومنظمة الأمن الجماعي، ومنظمة مبادرة الأمن العالمي وحقوق الإنسان، وبعض المؤسسات والمنظمات غير الحكومية الوطنية والإقليمية والدولية المتخصصة في مجال تعزيز وحقوق الإنسان، وكذلك مراكز الأبحاث والجهات الأكاديمية الوطنية والإقليمية والدولية المتخصصة، إلى جانب بعض مراكز الدراسات وأكاديميات الشرطة ومعاهد التدريب وجهات وضع السياسات ذات الصلة، وأغلب لجان الأمم المتحدة المعنية بموضوع المؤتمر.

وتنوزع أشغال المؤتمر على خمس جلسات رئيسية، وأربع ورشات عمل، حيث يشهد اليوم الأول عقد جلستين، تتناول الأولى تجارب الدولية والإقليمية حول العلاقة بين عمل المؤسسات الأمنية وحقوق الإنسان، ومدخلات عامة حول العلاقة بين

3 المغرب يناقش بقطر تحديات الأمن وحقوق الإنسان في المنطقة العربية

736813

لحقوق الإنسان بالتعاون مع الأمانة العامة لمجلس وزراء الداخلية العرب والمفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان والأمانة العامة لجامعة الدول العربية والشبكة العربية لحقوق الإنسان، ويحضر أشغاله أيضا ممثل عن (مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية)، والكاتبة العامة للفيدرالية الدولية لرابطات حقوق الإنسان، السيدة أمينة بوعياش، أهم التطبيقات وأفضل الممارسات لحقوق الإنسان في الأجهزة الأمنية، فضلا عن عقد ورشات عمل تتطرق للتحديات الأمنية ومسألة حقوق الإنسان وأوجه العلاقة بين الأجهزة الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان ومنظمات المجتمع المدني، علاوة على مدونة سلوك للأجهزة الأمنية في مجال حقوق الإنسان ورفع القدرات ودور الشرطة المجتمعية في تعزيز ثقافة الحوار والحلول البديلة وإصلاح المؤسسات الأمنية والعقابية والإصلاحية. وتتضمن اجندة المؤتمر كذلك جملة من الأهداف المصاحبة للهدف العام، من أهمها الوقوف على الإنشائيات ذات الصلة بين إقرار الأمن وإعمال حقوق الإنسان وطرح جوانب القصور في هذا الشأن، فضلا عن استعراض الدروس المستفادة من الممارسات الفضلى ذات الصلة والقواعد

تشهد أشغال المؤتمر الدولي حول (تحديات الأمن وحقوق الإنسان في المنطقة العربية)، التي تنطلق الأربعاء في الدوحة، حضورا متميزا لعدد من المسؤولين المغاربة، الذين سيساهمون في إنعاش جلسات وورشات الحوار في هذا المحفل الدولي، الذي سيعرف مشاركة أكثر من 400 شخصية، من بينهم عدد من وزراء الداخلية العرب، وممثلي منظمات دولية وعربية عاملة في مجال حقوق الإنسان.

ويتناقش هذا المؤتمر، الذي يحضره ممثلون عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان ووزارة الداخلية، العديد من القضايا والتشريعات ذات الصلة بموضوعه، بهدف إيجاد الآليات المناسبة، التي تضمن الوفاء بحقوق الإنسان، ومجموعة من المواضيع الهامة، منها العلاقة بين الأمن وحقوق الإنسان، بالإضافة إلى عرض تجارب جهود مجلس وزراء الداخلية العرب والمفوضية السامية لحقوق الإنسان في هذه المجالات، إلى جانب تجارب بعض المنظمات الدولية مع الأجهزة الأمنية في مجالات حقوق الإنسان. كما يعرض المؤتمر، الذي تنظمه، على مدى يومين، اللجنة الوطنية القطرية

العنف بالجامعات والثانويات... الحبس وغرامات تصل 50 ألف درهم

فرق نيابية تقدم مقترح قانون يحد من العنف داخل الجامعات والمؤسسات التعليمية والأحياء الجامعية

أو رؤساء الجامعات ومديري الأحياء الجامعية أو الموظفين العاملين بالجامعات والأحياء الجامعية والمؤسسات التعليمية. كما يعاقب الحبس من شهرين إلى سنة وبغرامة من ألفي درهم إلى 10 آلاف درهم ويحذى هاتين العقوبتين فقط كل من ضبط بالجامعة أو الحي الجامعي أو مؤسسة تعليمية وبحوزته أخطار أو مواد صلبة أو سائلة أو مواد حارقة أو أي مادة أخرى من شأنها أن تلحق ضررا بالغير أو بالممتلكات العامة أو الخاصة، أو بحمل دون سبب مشروع سلاحا، أو أي مادة تحظر حيازتها أو استهلاكها بمقتضى هذا القانون.

تضاعف العقوبة في حالة العود للسكارى والمفرقين أيضا تصبيهم من العقوبات التي جاء بها المقترح القانون. إن يعاقب بالحبس من شهرين إلى سنة وبغرامة من 1200 درهم إلى 10 آلاف درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط من دخل أو حاول الدخول وهو في حالة سكر أو تحت تأثير مخدر أو مؤثرات عقلية أو يحمل مشروبا أو مواد مسكرة على الجامعة أو الحي الجامعي أو مؤسسة تعليمية، ما لم يشكّل الفعل الجرمي جريمة أشد، فبها تضاعف العقوبة في حالة العود بالنسبة إلى مرتكبي هذه الجرائم.

ويجوز للمحكمة حسب مقترح القانون، في حالة الحكم بالإرادة من أجل إحدى الجرائم المنصوص عليها في الفصول الواردة في هذا الفرع بالمشاركة لفائدة الدولة، مع حفظ حقوق الغير حسني النية، الأدوات والأشياء التي استعملت أو كانت مستعمل في ارتكاب الجريمة أو التي تحصنت منها، وكذلك الخمر وغيرها من الفوائد التي كوفئ بها مرتكب الجريمة أو كانت معدة لتخالفها، كما يجوز لها أن تامر بنشر الحكم أو القرار الصادر بإرادة تلقا لإحكام الفصل 84 من هذا القانون أو بته مختلف الوسائل السريعة الصورية أو تعلقها بالجامعات والأحياء الجامعية أو المؤسسات التعليمية ويجوز أيضا مقترح القانون للمحكمة بمنع الطائف المازن من متابعة دراسته لمدة لا يمكن أن تتجاوز سنتين مع إمكانية شمول هذا التدبير بالفقاع المعجل.

ضحي زين الدين



أحداث العنف الجامعي ترتبط بشكل وثيق بالسياق السياسي العام وتاريخ البلاد منذ الاستقلال (أرشيف)

على الذين يتفكرون في تنظيم مظاهرات داخل الجامعات أو المؤسسات التعليمية، أو يحاولون الدخول إليها في حالة سكر أو بعد تناول مخدرات أو الذين يخلو لهم التحريض على الكراهية عبر خطاب أو شعارات، أو التمييز العنصري، أو غيرها من الأفعال المانعة (عليهم) أن يلقوا مائة مرة قبل اتخاذ هذه الخطوة، ما أخذ ذلك تتمتع مرتفعة جدا، إذا ما أخذ مقترح قانون، يقضي بتتبع مجموعة القانون الجنائي بتعلق بمحاربة العنف بالجامعات والمؤسسات التعليمية والأحياء الجامعية، المسار الذي أراد له فريق العدالة والتنمية والفريق الحزبي وفريق التقدم الديمقراطي والمجموعة النيابية تحالف الوسط.

غرامة من ألفي درهم إلى 50 ألفا للحبس من ستة إلى سنتين وبغرامة من ألفي درهم إلى 20 ألف درهم في حق كل من ساهم في أعمال العنف أو المظاهرات بالجامعات أو المؤسسات التعليمية، ترتب عنها تعطيل الدراسة أو الإمتحانات، وتضاعف العقوبة بالنسبة إلى المبرزين والمحرزين على الأفعال المذكورة، كما يعاقب بالحبس من ستة إلى خمس سنوات وبغرامة من ألفي درهم إلى 50 ألف درهما كل من ساهم في أعمال العنف أو المظاهرات بالجامعات أو الأحياء الجامعية أو المؤسسات التعليمية، ترتب عنها موت دون أية إعتدائه، ما لم يشكّل الفعل الجرمي جريمة أشد.

وترفع العقوبة للمالية إلى 10 آلاف درهم في المظاهرات المنظمة بالمؤسسات الجامعية والتعليمية والأحياء الجامعية عندما يتعلق الأمر بأعمال عنف ترتب عنها تخريب منشآتها أو الممتلكات العامة الخاصة، ما لم يشكّل الفعل الجرمي جريمة أشد، ويعاقب بالحبس من ستة إلى سنتين وبغرامة من ألفي درهم إلى 20 ألف درهم كل من ساهم في أعمال العنف أو المظاهرات بالجامعات أو الأحياء الجامعية أو المؤسسات التعليمية، ترتب عنها ضرب أو جرح أو أي نوع آخر من العنف أو الإذراء، ما لم يشكّل الفعل الجرمي جريمة أشد، غير أن العقوبة تضاعف بالنسبة إلى المبرزين والمحرزين لهذه الأفعال، وتخصص العقوبة في ستة إلى سنتين وغرامة مائة من ألفي إلى 20 ألف درهم.

الدولة فاعل رئيسي في العنف داخل الحرم الجامعي

وكشفت الدراسة أن ظاهرة العنف داخل الحرم الجامعي ارتبطت بضعف الإشارات القانونية والتشريعية للنشاط النقابي والطلابي، في الوقت الذي اتخذ العنف اشكالا وبممارسات جديدة، إذ أصبح مرهونا أكثر الجانبين السوسيو اقتصادي والسياسي للظلة، إلى جانب تحول الإحباط الذي ترسّخ لدى الطلبة إلى ياس معذ للعنف في حق أنفسهم والأخرين.



إيمان رضيف

وفي سياق متصل جاء في الدراسة ذاتها أن العنف لا تحده الصراعات الإيديولوجية دائما، إذ لا يمكن تعميم أي صنف إيديولوجي وسياسي، وينبغي التأكيد على الطابع الواقعي لسمايت العنف والجوانب التي تتوافق معه، ولا يمكن أن تعطي دائما طابعا سياسيا للعنف حتى لو كانت الجهات الفاعلة فيه سياسية. ودعت الدراسة إلى العودة إلى النشاط النقابي العبادي بالجامعة، على أساس أن لتزعم الدولة بمسؤولياتها فضلا عن الجهات الفاعلة السياسية الأخرى مثل الأحزاب والنقابات العمالية، إضافة إلى اتخاذ التدابير اللازمة للحد من العنف الجامعي، وإقرار مراقبة شاملة للحرم من الظاهرة، من بين ما

أخذ العنف في الجامعات منحى مرتفعا خلال السنوات الماضية. وهذا بالضبط ما أكدته المجلس الوطني لحقوق الإنسان، يتتسق مع المركز المغربي للعلوم الاجتماعية بجامعة الحسن الثاني بالبيضا، في دراسة تم الكشف عن نتائجها بإيمون الماشي وأكدت الدراسة ذاتها التي أثارت نتائجها، الكثير من الجدال، أن العنف في الجامعات يتجلى من خلال اعتماد أساليب عمل وممارسات مختلفة، وأن الأحداث ترتبط بشكل وثيق بالسياق السياسي المغربي العام وتاريخ البلاد منذ الاستقلال، وارتبط تاريخ العنف بمفهوم القوة ويأخذ سياحية وتقاليد كبرى، مثل حظر الاتحاد الوطني لطلبة المغرب، التشكل النقابي الرئيسي للطلبة منذ عام 1981 وتعليق المؤتمر السابع عشر للاتحاد الوطني لطلبة المغرب، ومساحات التعبير، بالإضافة إلى الواجهات الطلابية في إطار الاتحاد الوطني لطلبة المغرب. ومن بين خلاصات الدراسة، أن الدولة فاعل رئيسي في العنف داخل الحرم الجامعي، إذ تتمثل مسؤوليتها غير المباشرة في تقنسي ظاهرة العنف داخل الجامعة، بالنظر إلى الظروف المعيشية للطلبة والبيئة الناتجة لهم من جهة، وبشكل مباشر من خلال التدخلات العنيفة من قبل قوات الأمن لضخ المواجهات بين الفصائل الطلابية أو عدم تدخلها من جهة أخرى.



استعراض تجربة المديرية العامة للأمن الوطني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان أمام مؤتمر دولي بالدوحة



الذي عرفه المغرب حيث قال بالخصوص إنها بادرت إلى بلورة استراتيجية عمل تهدف إلى بناء شرطة عصرية ذات كفاءة عالية ومجهزة بوسائل ومناهج علمية حديثة وشرطة مواطنة قريبة من المواطن ومعبأة لخدمته ومنفتحة على محيطها ومتواصلة مع مختلف الفاعلين وذات إمام جيد بقيم ومبادئ حقوق الإنسان الكفيلة بحماية الحق في الحياة والسلامة الجسدية للمواطن وضمان القضاء الملائم للتمتع بالحقوق والحريات.

وفي هذا الصدد أكد على أنه حرصا على القطع النهائي مع أي تصرف من شأنه المساس بحقوق الإنسان أو بشكل فعال من أفعال التعذيب بادرت المديرية ، في سبتمبر 2014، إلى إصدار مذكرة موجهة لكافة المصالح الأمنية حول تدعيم الإجراءات الوقائية ضد التعذيب والمعاملة السيئة مع الحرص على تعزيز احترام الضمانات القانونية للأشخاص الخاضعين للبحث الجنائي وتحدث السيد بن دحمان عن الشراعات التي عقبتها المديرية العامة مع عدد من الجهات كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان والمندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان والمجتمع المدني مؤكدا أنه إيماناً منها بالتلازم بين حفظ الأمن واحترام حقوق الإنسان، فإن المديرية العامة للأمن الوطني ما فتئت تسعى لتطوير شراكاتها مع المؤسسات الوطنية للنهوض بحقوق الإنسان ومؤسسات المجتمع المدني ، كما تعمل على بلورة البرامج والإجراءات العملية وفق خطة عمل متكاملة ومندمجة مع كافة الفاعلين لترقي مستوى شريك استراتيجي ميداني وطنيا وجهويا في كل القضايا العامة والخاصة ذات الصلة بتعزيز وحماية حقوق الإنسان وفي البناء الديمقراطي للمغرب.

■ تم بعد ظهر أول أمس الأربعاء بالدوحة استعراض تجربة المديرية العامة للأمن الوطني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان أمام المشاركين في المؤتمر الدولي حول (تحديات الأمن وحقوق الإنسان في المنطقة العربية) المنعقد بالعاصمة القطرية الدوحة.

وخلال الورشة الثانية التي عقدت حول موضوع (الشراكة بين المؤسسات الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان ومنظمات المجتمع المدني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان) قدم ممثل المديرية العامة للأمن الوطني ورئيس وحدة الشرطة القضائية بالمعهد الملكي للشرطة عميد الشرطة ممتاز احمد بن دحمان ورقة عمل استعرض فيها تجربة المديرية في هذا المجال والجهود التي تبذلها لحفظ الأمن وحقوق الإنسان على السواء.

وأشار في مداخلة بعنوان (الشراكة بين المؤسسات الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان ومنظمات المجتمع المدني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان بالمغرب) إلى واقع حقوق الإنسان بالمغرب، مستعرضا المسار الإصلاحي الذي دشنته المملكة خاصة خلال العقدين الأخيرين والمكتسبات المحققة في إطاره والتي تكتسي جراءة متميزة منذ اعتلاء صاحب الجلالة الملك محمد السادس عرش أسلافه الميامين.

وأكد أن المملكة المغربية اختارت النعاطي مع ملف حقوق الإنسان ، الذي أصبح معولما، بمزيد من اليقظة اليومية والموضوعية والدقة والمصادقية حيث واصلت تعزيز منظومتها القانونية والمؤسسية المتعلقة بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها من خلال مجموعة من الإصلاحات مثل ترقية المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى مجلس وطني باختصاصات وصلاحيات موسعة وإحلال مؤسسة الوسيط محل ديوان المظالم وكذا أحداث المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان وإقرار دستور جديد في 2011 الذي يعد "مبتلحا حقيقيا للحقوق والحريات الأساسية من خلال تكميده على التزام المملكة بحقوق الإنسان وتشبثها بها كما هو متعارف عليها دوليا". وانتقل للحديث عن المجتمع المدني وأدواره في حماية وتعزيز حقوق الإنسان وقال إنه كان له دورا رياديا في ترسيخ القيم المدنية والوطنية المثلثة وفي الدفاع عن حقوق المواطنين وتقوية شروط نجاح الانتقال لديموقراطي، مؤكدا أن الدستور الجديد أسس لمهوم جديد للمجتمع المدني واناط به أدوارا ووظائف جديدة في مجال اعداد وتفعيل وتنفيذ السياسات العمومية.

وتطرق المسؤول المغربي لدور المديرية العامة للأمن الوطني في تعزيز وحماية حقوق الإنسان وانخراطها في المسار الإصلاحي

«السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة» موضوع ندوة علمية بخربكة

اقتناع راسخ بضرورة التعااطي مع إشكالية الهجرة بطريقة إنسانية وشاملة

2014/11/07

أما عبد الحكمة متعددة التخصصات السيد علي بجا فقد اعتبر أن انتقال المغرب من بلد عبور المهاجرين إلى وطن استقبال يدفع المسؤولين إلى التفكير واتخاذ الإجراءات اللازمة لتقنين عملية الهجرة من خلال إرساء سياسة مدمجة تأخذ بعين الاعتبار كل الجوانب العملية لإندماج المهاجرين. ويعد أن تطرق إلى أنواع الهجرة عند الإنسان، أبرز أن اللجوء بشكل مناسبة مواتية للتحليل المعقوف لظاهرة الهجرة وتنوير الناشئة بمسئوليات السياسة المتبعة لتقنين وضبط عملية الهجرة بالمغرب.

وعرف هذا اللقاء تقديم مداخلات لكل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول «الهجرة واللجوء بالمغرب»، والمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان في موضوع «الإطار القانوني لتنظيم للهجرة»، ومداخلة أخرى حول «الهجرة والاندماج بالمغرب». يذكر أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان كان قد أصدر في سبتمبر 2013 خلاصات تقريره حول الهجرة دعا فيه الفاعلين المعنيين إلى العمل بشكل مشترك من أجل بلورة وتنفيذ سياسة عمومية فعالة في مجال الهجرة ضامنة لحماية الحقوق ومرتكزة على التعاون الدولي وقائمة على إدماج المجتمع المدني.

الهجرة والمنظمة بالخصوص في عولة ظاهرة الهجرة وتقوية الحركة الإنسانية ونمو الهجرة جنوب جنوب وتعميمها على كل الفئات والطبقات والمناطق، وتأمين الهجرة. وأشار إلى أن احتضان مراكش للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان نهاية نوفمبر الجاري يعد اعترافاً دولياً للإصلاحات التي انخرط فيها المغرب والمكتسبات التي حققها في مجال حقوق الإنسان، باعتباره فاعلاً أساسياً في عدة قضايا تهم المجال.

من جانبه، قال عامل إقليم خربكة السيد عبد الطيف شدالي إن السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة، التي أطلقها صاحب الجلالة الملك محمد السادس، تكرس توجه المغرب للتحول إلى أرض للاستقبال، وتعزز علاقاته العريقة مع أفريقيا، وتأكيد التزامه الدائم من أجل التنمية البشرية، وتعزيز السلام والأمن، وأيضاً سياسة المغرب في مجال الهجرة ب «الرائدة». وأضاف أنه تتخذاً للتوجيهات الملكية السامية عملت السلطة الإقليمية على تسوية عدد من طلبات اوضاع المهاجرين المقيمين بصفة غير قانونية على مستوى الإقليم والذين يتمتعون حالياً بنفس الحقوق والواجبات لنظرائهم المغاربة مما مكن هذه الشريحة من الاندماج في المجتمع.



شكل موضوع السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة، محور ندوة علمية نظمتها، يوم الثلاثاء 04 نونبر 2014 بخربكة الكلمة متعددة التخصصات واللجنة الجنوبية لحقوق الإنسان مني ملال - خربكة بمشاركة رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس الزيزي و عامل إقليم خربكة السيد عبد الطيف شدالي و أكاديميين وأساتذة جامعيين وباحثين في مجال الهجرة.

ويأتي تنظيم هذه الندوة بعد التقرير الذي أصدره المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول الهجرة، والاقتناع الراسخ بضرورة التعااطي مع إشكالية الهجرة بطريقة إنسانية وشاملة، وفي التزام بمقتضيات القانون الدولي ووفق مقاربة متجددة للتعاون مععدد الأطراف، وكذا المساهمة في النقاش العمومي بين مختلف الفاعلين المؤسساتيين ومنظمات المجتمع المدني حول السياسة الجديدة للهجرة واللجوء بالمغرب.

وفي هذا الصدد، أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس الزيزي أن السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة تشمل بالأساس المهاجرين في وضعية قانونية وفي وضعية غير قانونية، وطالبي اللجوء والمهاجرين ضحايا تجار البشر. وسلط الزيزي الضوء على بعض إشكاليات

أحمد وثيق



اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة تدعو إلى التصدي لكل أشكال العنف بالوسط المدرسي

العيون: أيبك المحفوظ

النساء بالساقية الحمراء ووادي الذهب، حملة تحسينية جهوية، وعقدت لقاءها الأول بمدينة بوجدور، يوم الإثنين 4 نونبر الجاري بمقر دار المواطن.

وقد عرف هذا اللقاء حضور فعاليات المجتمع المدني وفعاليات نسائية، أكدن خلاله على ضرورة توعية المجتمع بمبادئ مساواة المرأة والرجل في الحقوق والقطيع مع الأنوار النقطية التي تنسب للمرأة والتي تحول دون تحقيقها للتنمية في جميع المجالات.

وتم خلال هذا اللقاء الذي أطرته أم الفطحي مديرة مركز الاستماع أم السعد لدعم النساء ضحايا العنف، اللقاء عرض من طرف فتيحة العكري رئيسة الشبكة، حول المرجعية القانونية والحقوقية الدولية والوطنية لمناهضة العنف ضد النساء، وأنوار ومهام مركز الاستماع، بالإضافة إلى عرض ثاني لثقة مساعدة اجتماعية من الصحة ببوجدور حول معايير وإجراءات النقل بالنساء والأطفال ضحايا العنف داخل المستشفيات.

يذكر أنه خلال هذا اليوم الدراسي، نظمت ورقتا عمل، خصصت الورشة الأولى لمناقشة العنف والمدرسة: أية علاقة وخصصت الورشة الثانية لمناقشة العنف والمجتمع وانصرت مداخلات المشاركين من المدرسين والتلاميذ والأطر التربوية عن مجموعة من التوصيات الكفيلة بمحاربة العنف داخل الوسط المدرسي تذكر أبرزها:

تنمية ثقافة الحوار ومحاصرة ثقافة الكراهية والعنف وتفعيل دور النوادي التربوية.

الموازنة بين ثقافة الحقوق وثقافة الواجبات، تنظيم أيام تحسينية للتعريف بالظاهرة والعمل على محاصرتها بالطرق العلمية الحديثة.

جودة تكوين المدرسين والحرص على التكوين المستمر وتكريس ثقافة الواجب.

اعتماد بيداغوجيا القوة، وبشراكة مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون- السمارة، نظمت الشبكة النسائية لمناهضة العنف ضد

الأساتذة والتلاميذ والأطر التربوية، ورؤساء مكاتب جمعيات آباء وأولياء التلاميذ ببوجدور، أن ظاهرة العنف المدرسي أصبحت عائقا يقف أمام تطوير منظومة التربية وتحسين المردود المدرسي، مما يستوجب مساهمة كل الأطراف لمعالجتها.

ومن جانبه ناشد الموساوي الخراشي رئيس الفيدرالية الإقليمية لجمعيات آباء وأولياء التلاميذ ببوجدور، الجميع للتصدي لهذه الظاهرة مشددا على ضرورة خلق قنوات تواصل بين الآباء والتلاميذ والمدرسين والإدارة المدرسية.

وأكد لحبيب الديماوي عضو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون- السمارة، على أهمية التربية على حقوق الإنسان بداخل منظومة التربية والتكوين باعتبارها السبيل الوحيد والامل للتصدي لكل أشكال العنف والتمييز وتكريس احترام حقوق الإنسان بالوسط المدرسي.

شكلت الدعوة إلى تقاسم وظيفة التنشئة التربوية بين الأسرة والمجتمع والمدرسة والإعلام وكافة المنخرنين، أبرز التوصيات التي انبثقت عن اليوم الدراسي حول العنف المدرسي الذي نظّمته اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون- السمارة بشراكة مع نيابة وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني ببوجدور، وفيدرالية جمعيات آباء وأولياء التلاميذ ببوجدور، يوم 4 نونبر الجاري، بمقر الفضاء الجمعي ببوجدور.

وأوضحت الجلسة الافتتاحية لهذا اللقاء الذي عرف مشاركة عدد من أعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة وعبد العزيز بوحشش النائب الإقليمي لوزارة التربية الوطنية، ومندوب الصحة، وباشا مدينة بوجدور وممثلي السلطات الأمنية والدرك الملكي،

«إيولا» خلخل برنامج وزارة أوزين ولم يحرك ساكنا في مجلس اليازمي: التظاهرات الرياضية مختلفة عن الحقوقية والعلاقات مع الدول الإفريقية متواصلة

لم يسلك **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** الطريق الذي اتبعته وزارة الشباب والرياضة فيما يتعلق بتنظيم كأس أمم إفريقيا 2015، وأكدت مصادر علمية أن الإجراءات لتنظيم المنتدى العالمي لحقوق الإنسان في نهاية نونبر الجاري بمراكش على قدم وساق.

وأوضحت المصادر ذاتها أن إيولا لا يمنع من تنظيم هذا المنتدى، معتبرة تظاهرة المجلس الوطني لحقوق الإنسان مختلفة بشكل كلي عن التظاهرات الرياضية التي تجلب جمهورا واسعا ومتعددا بانتماءاته الفئوية والاجتماعية.

وقالت إن المشاركين في المنتدى العالمي لحقوق الإنسان هم النخبة الإفريقية شأنها شأن النخبة التي ستشارك في المنتدى المغربي الأمريكي الإفريقي للمستثمرين الذي سينظم في 21 و 22 نونبر الجاري.

وأضافت أن التنسيق بين وزارة الصحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان متواصل والمعلومات متبادلة فيما بين الطرفين خاصة حول الأوضاع في مطارات البلد المعني وفي الطائرات وعند الاستقبال بالفنادق.

واعتبرت أن الطلب الذي تقدمت به إحدى الجمعيات الخاص بتأجيل المنتدى لأسباب تنظيمية وأخرى صحية مرتبطة بوباء إيولا لا محل له من الإعراب وقالت إن هذه الجمعية لا وضع قانوني لها يخول لها الخروج بهذا الموقف، مؤكدة أن وزارة الصحة هي وحدها المختصة.

وذكرت أن «إيولا» لا يمكن أن يكون ذريعة لتأجيل تظاهرة حقوقية مثل المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، وأشارت أن وفدا من المجلس الوطني لحقوق الإنسان سافر أول أمس الثلاثاء إلى مالي، والعلاقة ما بين المغرب والدول الإفريقية مستمرة ولا يمكن «لإيولا» أن يؤثر عليها بشكل أو بآخر.

وفي هذا السياق سبق للمكتب التنفيذي للرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان أن دعت في بلاغ لها إلى تأجيل المنتدى العالمي لحقوق الإنسان بسبب انتشار وباء إيولا على الصعيد الإفريقي.

وراج أن دراسة أمريكية توقعت وصول فيروس إيولا المغرب في نونبر الجاري ووضعت المغرب في المراتب الأولى إلى جانب كل من غانا والولايات المتحدة الأمريكية وفرنسا والسينغال والكويت ديفوار وبريطانيا بنسبة أكثر من 70% علاوة على دول مالي وجنوب إفريقيا وغامبيا وبلجيكا والكاميرون والبرازيل وصنفت الدراسة التي اعتمدت في إعدادها على تقييم لفرضيات حركية التنقل والسفر نحو الدول التي ينتشر فيها الوباء بغرب إفريقيا.
الرباط: عزيز اجهيلي

5/11/2014

عدد القراءات : 1411

نبيلة التبر عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان

هذه تفاصيل أهوال ما عشناه يوم الانقلاب ببوركينا فاسو

في بوركينا فاسو حيث انقلب الجيش والبوركينابيون على الرئيس الذي كان يتوي أن يعمر في منصبه، وبسبب أحداث غير منتظرة وجد مغاربة يزورون البلد الإفريقي أنفسهم محاصرين وسط واغادوغو، وهذه واحدة منهم تحكي أهوال ما جرى لهم.



638 ج

« حاورها، مصطفى منصور

mansour.most@gmail.com

الإحسان والسيد عبد المنعم دلمي الذي لم يكن يقيم مغاربة. عننا جميعا في نفس الطائرة. وخلاصة هذه التجربة كي دأرت على الراس مزيانة.

من كان يرفقك في إقامة السفير المغربي؟ أنا ومريم بوعباد من المجلس الوطني لحقوق الإنسان

ما الذي قادكم إلى زيارة واغادوغو التي شهدت انقلابا عسكريا على الرئيس البوركينابي؟

■ زينا واغادوغو قصد المشاركة في تكوين حول المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان الفرنكوفونية، وكنت انشط ورغبة حول حقوق الإنسان والأعمال التجارية والمقابلة في إفريقيا. في الأول كان الأمر عبارة عن مظاهرات سلمية، وتحول الأمر إلى غضب واحتجاجات غير منضمة فيها بعد أن بلغ إلى علم المحتجين أن مراجعة الدستور لضمان بقاء الرئيس بلزي كومباوري قد بلغت مرحلة التصويت في البرلمان.

وغير المحتجون في واغادوغو عن احتجاجهم بطريقة مستهدفة، حيث تم استهداف الأماكن والبنيات التي لها علاقة بالرئيس كومباوري سواء كانت فنادق أو مطاعم... واختار المواقف التي تم تخريبها لم يكن عشوائيا، حيث علمت بعد عملية الاستهداف أن الفندق الذي أقما فيه ملوك لزوجة الرئيس، وبالتالي كان التخريب عن سبق ترصد وثية معينة.

بعد الهجوم على الفندق الذي كنا نقيم فيه، اخترنا البقاء في مكاننا، فالشارع غير آمن وغاب رجال الشرطة والجيش عن حفظ الأمن في الخارج. في الوقت الذي حوصرتنا في محل إقامتنا، تمت مهاجمة الفندق من قبل مدنيين، عكس ما قد يتبادر إلى الذهن من أنهم عسكريون، لذلك اخترنا نحن عشرة أشخاص الاختباء في غرفة واحدة، وبعد مدهامة الفندق انتقلنا جميعا إلى حمام الغرفة... وأذاك كنا نسمع أصوات تكسير الأثاث وأغراض الفندق وأبواب غرفه...

■ آنذاك، وعندما كنت تخبئين في حمام غرفة الفندق إلى جانب تسعة أشخاص آخرين، ما الإحساس الذي راودك؟

■ تساعت ماذا لو فتح باب الحمام ووصلوا إلينا، فكرت في الاختطاف الذي بلحقتنا، كانت فكرة الاختطاف هي التي طغت على ما تبادر إلى ذهني، بحكم ما نراه في بلدان الانقلابات واللامن، وما نسمع عنه من حالات اختطاف... الحمد لله أن ما فكرت فيه لم يحدث. اعتقد أنه كانت هناك مفاوضات مع إحدى المجموعات التي كانت تقوم بعمليات التخريب، والتي طمأنتنا باننا غير مستهدفين ونحن بلحقتنا مكروه... بعد ذلك طلبوا منا الخروج، لم نتحدث إلى أي شخص ولم نستفسر عن أي شيء... نزلنا في شكل سلسلة بشرية بينما كان نوار آخرون يواصلون تكسير ما بالفندق... والحمد لله لم يمسننا أي في خضم كل هذه الأحداث.

بعد ذلك وجدنا أنفسنا في الشارع، ولم يكن أي منا يعلم بما يجري في البلاد...

■ هل كانت السفارة المغربية هناك تعلم بوجودكم في الفندق المستهدف؟

■ كنت في اتصال دائم مع السفارة والمديرية العامة للدراسات والمستندات والمجلس الوطني لحقوق الإنسان... كانت هذه المؤسسات تتابع حينئذ جودنا في الفندق منذ بداية الاحتجاجات وكانوا على تواصل دائم معنا، وعندما غادرتنا المكان امتلنا سيارة تابعة للسفارة المغربية نقلتنا إلى محل إقامة السفير المغربي في واغادوغو.

■ هل التقييم معروف للسفارة صفة أم تم إرساله خصيصا للمغاربة المحتجزين في الفندق الذي أقم فيه؟

■ لا، لم يكن الأمر صفة... فقد كانت السفارة على تواصل مباشر معنا وكانوا يعلمون أننا غادرتنا الفندق ونحتاج إلى من ينقلنا إلى مكان آمن.

■ لا يتعلق الأمر بصدفة النجاة. بعد ذلك خللنا ضيوفا على السفير، وبدأنا في طرح أسئلة عن موعد الرحيل وتوقيت قدوم الطائرة التي ستقلنا إلى المغرب، وعن إغلاق الحدود من عنده.

■ كم قضيت من الوقت في محل إقامة السفير المغربي في بوركينا فاسو؟

■ وصلنا يوم الإثنين إلى الفندق، وانطلقت المظاهرات صباح الخميس الموالي، وفي ذات اليوم انتقلنا إلى إقامة السفير المغربي ومكنا هناك إلى يوم الأحد، حيث تم نقلنا إلى المغرب.



"لادجيد" تدخلت لإجلاء مغاربة بوركينافاصو



المغربية بوضعية
المغربيين اللتين
حضرنا لقاء حول
حقوق الإنسان*
وبعد تدخل مصالح
السفارة المغربية
تمكنت المغربيان
إلى جانب الرئيس
المدير العام لمجموعة
إيكوميدا ومغاربة
آخرين من العودة
سالمين إلى أرض الوطن
يوم الأحد الماضي.

الاستخباراتي بشكل حديث
تفاصيل احتجاز وإطلاق
سراح المغاربة، كما تروي
ذلك تبيلة التبر في حوار
مع الأيام ينشر في هذا
العدد.
وكانت التبر رفقة*
زميلتها مريم بوعباد
عضوتي المجلس الوطني
لحقوق الإنسان قد اتصلتا
صباح يوم الخميس من
واغادوغو بالمجلس، الذي
أخطر وزارة الخارجية

تدخلت المديرية العامة
للدراسات والمستندات
التي يرأسها ياسين
المنصوري في عمليات
إجلاء المغاربة الذين
وجدوا انفسهم ممنوعين
من مغادرة بوركينافاصو
بعدها تعرضت البلاد
لإنقلاب على الرئيس بليز
كومباوري، الذي كان يمضي
النفس بتعديل دستوري
للبقاء في سدة الحكم.
وواكبت عناصر الجهاز

638 - 9

فعاليات تشجب تهميش الحركة الحقوقية والمدنية من التحضير لمنتدى مراكش وتتهم الدولة بالسعي لتحويله إلى "كرنفال" للتستر على انتهاكات حقوق الإنسان

فعاليات تشجب تهميش الحركة الحقوقية والمدنية من التحضير لمنتدى مراكش وتتهم الدولة بالسعي لتحويله إلى "كرنفال" للتستر على انتهاكات حقوق الإنسان استنكرت التنسيقية المحلية بمراكش للتضامن والدفاع عن الحريات والحقوق، ما وصفته بالإقصاء والتهميش الممنهج للحركة الحقوقية والمدنية من عملية التحضير للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان المقرر تنظيمه بمراكش في الفترة الممتدة من 27 إلى 30 نونبر الحالي.

وأدانت التنسيقية في بيان توصلت "كش24" بنسخة منه ما سمته "استفراء المجلس الوطني لحقوق الإنسان وسيطرته على كافة المفاصل والترتيبات الوطنية والمحلية المتعلقة بالمنتدى"، واتهمت الدولة بالسعي إلى تهميش واقضاء المكونات المدنية الديمقراطية وتحويل المنتدى العالمي إلى "كرنفال" للتستر حول التراجعات الخطيرة في مجال الحريات وحقوق الإنسان.

نص البيان كاملا:

التنسيقية المحلية بمراكش للتضامن والدفاع عن الحريات والحقوق

بيان

الإقصاء الممنهج للحركة الحقوقية والمجتمع المدني من المساهمة في التهيئ للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان.

تحتضن مراكش في الفترة الممتدة من 27 إلى 30 نونبر الحالي النسخة الثانية بعد برازيليا للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان. وقد التزمت الدولة المغربية، بتصفية الاجواء وتقوية الضمانات لاحترام حقوق الإنسان وتصفية ملفات الانتهاك وذلك باحترام الحق في التنظيم وحرية التعبير والحق في التظاهر وإطلاق المعتقلين السياسيين، و باعتماد مقاربة تشاركية في عملية التهيئ والتنظيم على غرار ما عرف المنتدى الأول المنعقد بالبرازيل، وإبراز الحضور النوعي للمجتمع المدني خاصة الحركة الحقوقية. وهي الالتزامات التي جددتها

الجهات المنظمة للمنتدى خلال الندوة الوطنية والدولية المنعقدة بالبيضاء في يونيو الماضي، كما ان الاجتماع الثاني المنعقد خلال أكتوبر ركز على الشفافية المالية والتدبيرية واشراك المجتمع المدني في كافة مفاصل التحضير والتنظيم التي تسمح بترجمة اقتراحا ودينامية المكونات المجتمعية الفاعلة في المجال الحقوقي بكل ابعاده.

ومراكش كمدنية محتضنة عرفت لقاءا يتيمنا بين اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان كجهة منظمة للمنتدى وبعض الهيئات الحقوقية وتم خلال الاتفاق على عقد لقاءات أخرى إلا ان ارادة الاقصاء من طرف المجلس والدولة ضلت هي السمة البارزة في عملية التحضير للمنتدى، فخلال الاسبوع الفارط عقد المجلس الوطني لقاءين بمراكش في تغييب قسري للحركة الحقوقية، كما أن مسطرة اعتماد المشاركين في المنتدى يشوبها الغموض والخروقات.

ان المغرب حسب المحصلة الحالية والمؤشرات المتوفرة يسعى إلى تهميش واقضاء المكونات المدنية الديمقراطية وتحويل المنتدى العالمي إلى "كرنفال" للتستر حول التراجعات الخطيرة في مجال الحريات وحقوق الإنسان في مختلف جوانبها المدنية والسياسية، الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية؛ وهذا ما تعكسه مؤشرات التنمية البشرية، وضعية المرأة، مؤشرات بناء الديمقراطية، المنع والقمع للحركات الاحتجاجية، مصادرة حق التجمع، الاجهاز على الحقوق الشغيلة والرعاية الاجتماعية، ضرب كل الخدمات المتعلقة بالصحة والتعليم والشغل و...

ان التنسيقية المحلية بمراكش للتضامن والدفاع عن الحريات والحقوق اذ تذكر الدولة ومؤسساتها بالتزاماتها الدولية في مجال حقوق الإنسان واذ تنبه المسؤولين إلى أن تنظيم المنتدى العالمي لحقوق الإنسان مشروط بالتزامات وتعهدات وجب احترامها تعلن ما يلي:

- استنكارها للإقصاء والتهميش الممنهج للحركة الحقوقية والمدنية من عملية التحضير للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان

<http://azawadnews.com/%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D8%B3%D9%8A%D9%82%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AD%D9%84%D9%8A%D8%A9-%D8%A8%D9%85%D8%B1%D8%A7%D9%83%D8%B4-%D9%84%D9%84%D8%AA%D8%B6%D8%A7%D9%85%D9%86-%D9%88%D8%A7%D9%84/>

http://www.kech24.com/%D9%81%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D8%AA%D8%B4%D8%AC%D8%A8-%D8%AA%D9%87%D9%85%D9%8A%D8%B4-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D8%B1%D9%83%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82%D9%8A%D8%A9-%D9%88%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%AD%D8%B6%D9%8A%D8%B1-%D9%84%D9%85%D9%86%D8%AA%D8%AF%D9%89_a8528.html



- ادانتنا استفراد المجلس الوطني لحقوق الانسان وسيطرته على كافة المفاصل والترتيبات الوطنية والمحلية المتعلقة بالمنتدى العلمي لحقوق الإنسان
- مطالبتنا باحترام المقاربة التشاركية المتعهد بها، وتمكين الحركة الحقوقية والمدنية من القيام بوظائفها وادوارها الحقيقية بعيدا عن اساليب التبخيس والحصار والدعاية المغلوطة ؛
- اعتماد معايير الشفافية في قضايا التسيير والتدبير المالي للمنتدى؛
- رفضها المطلق لاحتكار المعلومة وسياسة التحكم وفرض اجندة واملاءات مرفوضة على الحركة الحقوقية والشبكات والائتلافات الوطنية والتحكم في تمثيلتها؛
- استعدادنا في التنسيقية المحلية بمراكش للتضامن والدفاع عن الحريات والحقوق في خوض جميع أشكال التعبير عن الاحتجاج في مواجهة الاستفراد في التهييء للمنتدى و الانخراط في كافة المبادرات الاحتجاجية التي قد تقدم عليها هيئات مع العمل على إبراز الحضور
- النضالي والميداني للحركة الديمقراطية المدنية وفي الدفاع عن القضايا الحقوقية المطروحة و في اشاعة القيم الديمقراطية والحقوقية الكونية والشاملة.



المغرب حظي بإشادة وتنويه من عدد من المشاركين في المؤتمر الدولي حول حقوق الانسان بالدوحة (الصبار)

الدوحة/ 6 نوفمبر 2014/ ومع/ أكد السيد **محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان** أن التجربة المغربية في مجال حقوق الانسان حظيت بإشادة وتنويه خاصين من لدن عدد من المشاركين في المؤتمر الدولي حول (تحديات الامن وحقوق الانسان في المنطقة العربية) الذي اختتم أشغاله اليوم الخميس بالدوحة. وقال السيد الصبار، في تصريح لوكالة المغرب العربي للانباء، إن المغرب حظي بإشادة وتنويه من عدد من المتدخلين والمشاركين سواء في الجلسات العامة أو الورشات الأربع التي أقيمت في إطار المؤتمر حيث تمت الإشادة بالتجربة المغربية في مجال الحكامة وتعزيز وتكريس المعايير الدولية لحقوق الانسان في السياسات الحكومية. وأشار إلى أن حضور المغرب في هذا المؤتمر كان حضورا متميزا حيث ساهم الوفد المغربي بكل فعالية وإيجابية في مختلف أنشطة هذه التظاهرة سواء في الجلسات العامة أو ورشات العمل فضلا عن مداخلة ممثل المديرية العامة للأمن الوطني. تجدر الاشارة إلى أن المشاركة المغربية تمثلت في الورقة التي قدمها ممثل المديرية العامة للأمن الوطني ورئيس وحدة الشرطة القضائية بالمعهد الملكي للشرطة عميد الشرطة الممتاز أحمد بن دحمان بعنوان "الشراكة بين المؤسسات الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان ومنظمات المجتمع المدني في مجال تعزيز واحترام حقوق الانسان بالمغرب"، وكذا مساهمة السيد الحبيب بلكوش رئيس مركز دراسات حقوق الانسان والديموقراطية في ورشة (تحديات الامن وقضية حقوق الانسان) كمقرر ومتدخل. كما شارك في النقاشات التي شهدتها جلسات المؤتمر السيد محمد أوزكان العامل مدير الحريات العامة بوزارة الداخلية. من جهة أخرى أبرز السيد الصبار أن مؤتمر الدوحة شكل فرصة مناسبة لعدد من المؤسسات الوطنية والشبكات العالمية والقارية والجهوية وهيئات المجتمع المدني العربية والاجنبية الاخرى للتعرف على أجندة المنتدى العالمي لحقوق الانسان الذي سيعقد في نهاية الشهر الجاري بمراكش. وفي هذا الصدد تلقى المجلس الوطني لحقوق الانسان ممثلا في أمينه العام طلبات للمشاركة في المنتدى العالمي والمساهمة في إنجاحه. وحول موضوع مؤتمر الدوحة أوضح السيد الصبار أن الامن وحقوق الانسان مرتكزان أساسيان لدولة القانون ولا يمكن تصور تأطير أمني بدون تمتيع المواطنين والمواطنات بحقوقهم وحرياتهم الأساسية لأن حرمانهم غالبا ما يؤدي إلى الاحتقان والتوتر والانفلات الأمني. واستطرد أن حقوق الانسان والامن متلازمان ولا يمكن تحقيق الأمن على حساب حقوق الانسان كما أنه لا يمكن مواجهة الإرهاب إلا على خلفية احترام حقوق الانسان. واعتبر أن المقاربة الأمنية الخالصة في هذا الجانب انتهت إلى الفشل حيث تمددت رقعة الإرهاب إلى مناطق أخرى كالصومال والعراق ونيجيريا ودول أخرى. وأكد أن المؤتمر خلص إلى ضرورة إرساء حكامه في البلدان العربية بما يسمح بتحقيق الأمن والنهوض بحقوق الانسان. وأشار إلى أن المؤتمر تناول أيضا واقع السياسات العقابية في البلدان العربية بعد تشخيص واقعها المتسم بالارتكاز على الردع وإغفال الأبعاد الأخرى للسياسات بما في ذلك الإصلاح والإدماج. وقد طالب المؤتمر، حسب المصدر نفسه، بمراجعة السياسات العقابية الحالية في المنطقة العربية في اتجاه "أنسنة العقاب".

<http://www.menara.ma/ar/2014/11/06/1442813-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D8%AD%D8%B8%D9%8A-%D8%A8%D8%A7%D8%B4%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D9%88%D8%AA%D9%86%D9%88%D9%8A%D9%87-%D9%85%D9%86-%D8%B9%D8%AF%D8%AF-%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B4%D8%A7%D8%B1%D9%83%D9%8A%D9%86-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A4%D8%AA%D9%85%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8A-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D8%AD%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%A8%D8%A7%D8%B1.html>

“السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة” موضوع ندوة بخريكة

شكل موضوع “السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة”، محور ندوة علمية نظمتها، يوم الثلاثاء 04 نونبر 2014 بخريكة، الكلية متعددة التخصصات **واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال - خريكة**، بمشاركة رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس اليزمي و عامل إقليم خريكة السيد عبد اللطيف شدالي و أكاديميين وأساتذة جامعيين وباحثين في مجال الهجرة.

ويأتي تنظيم هذه الندوة بعد التقرير الذي أصدره المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول الهجرة، والاقتناع الراسخ بضرورة التعاطي مع إشكالية الهجرة بطريقة إنسانية وشاملة، وفي التزام بمقتضيات القانون الدولي ووفق مقاربة متجددة للتعاون متعدد الأطراف، وكذا المساهمة في النقاش العمومي بين مختلف الفاعلين المؤسساتيين ومنظمات المجتمع المدني حول السياسة الجديدة للهجرة واللجوء بالمغرب.

وفي هذا الصدد، أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس اليزمي أن السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة تشمل بالأساس المهاجرين في وضعية قانونية وفي وضعية غير قانونية، وطالبي اللجوء والمهاجرين ضحايا تجار البشر .

وسلط اليزمي الضوء على بعض إشكاليات الهجرة والمتمثلة بالخصوص في عملة ظاهرة الهجرة وتقوية الحركة الإنسانية ونمو الهجرة جنوب جنوب وتعميمها على كل الفئات والطبقات والمناطق، وتآنيث الهجرة.

وأشار إلى أن احتضان مراكش للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان نهاية نونبر الجاري يعد اعترافا دوليا للإصلاحات التي انخرط فيها المغرب والمكتسبات التي حققها في مجال حقوق الإنسان، باعتباره فاعلا أساسيا في عدة قضايا تم المجال.

من جانبه، قال عامل إقليم خريكة السيد عبد اللطيف شدالي إن السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة ، التي أطلقها صاحب الجلالة الملك محمد السادس، تركز توجه المغرب للتحويل إلى أرض للاستقبال، وتعزز علاقاته العريقة مع إفريقيا، وتأكيد التزامه الدائم من أجل التنمية البشرية، وتعزيز السلام والأمن، واصفا سياسة المغرب في مجال الهجرة بـ “الرائدة”.

وأضاف أنه تنفيذًا للتوجيهات الملكية السامية عملت السلطة الإقليمية على تسوية عدد من طلبات أوضاع المهاجرين المقيمين بصفة غير قانونية على مستوى الإقليم والذين يتمتعون حاليا بنفس الحقوق والواجبات لنظرائهم المغاربة مما مكن هذه الشريحة من الاندماج في المجتمع.

أما عميد الكلية متعددة التخصصات السيد علي بجا فقد اعتبر أن انتقال المغرب من بلد عبور المهاجرين إلى وطن استقبال يدفع المسؤولين إلى التفكير واتخاذ الإجراءات الملائمة لتقنين عملية الهجرة من خلال إرساء سياسة مندمجة تأخذ بعين الاعتبار كل الجوانب العملية لاندماج المهاجرين.

وبعد أن تطرق إلى أنواع الهجرة عند الإنسان، أبرز أن اللقاء يشكل مناسبة مواتية للتحليل المعمق لظاهرة الهجرة وتنوير الناشئة بمستجدات السياسة المتبعة لتقنين وضبط عملية الهجرة بالمغرب.

وعرف هذا اللقاء تقلص مداخلات لكل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول “الهجرة و اللجوء بالمغرب” والمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان في موضوع “الإطار القانوني المنظم للهجرة” ومداخلة أخرى حول “الهجرة و المجتمع المدني بالمغرب”.

يذكر أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان كان قد أصدر في شتنبر 2013 خلاصات تقريره حول الهجرة دعا فيه الفاعلين المعنيين إلى العمل بشكل مشترك من أجل بلورة وتنفيذ سياسة عمومية فعالية في مجال الهجرة ضامنة لحماية الحقوق ومرتكزة على التعاون الدولي وقائمة على إدماج المجتمع المدني.



المغرب حظي بإشادة وتنويه من عدد من المشاركين في المؤتمر الدولي حول حقوق الإنسان بالدوحة (الصابر)

أكد السيد **محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان** أن التجربة المغربية في مجال حقوق الإنسان حظيت بإشادة وتنويه خاصين من لدن عدد من المشاركين في المؤتمر الدولي حول (تحديات الامن وحقوق الانسان في المنطقة العربية) الذي احتتم أشغاله اليوم الخميس بالدوحة. وقال السيد الصبار، في تصريح لوكالة المغرب العربي للانباء، إن المغرب حظي بإشادة وتنويه من عدد من المتدخلين والمشاركين سواء في الجلسات العامة أو الورشات الأربع التي أقيمت في إطار المؤتمر حيث تمت الإشادة بالتجربة المغربية في مجال الحكامة وتعزيز وتكريس المعايير الدولية لحقوق الانسان في السياسات الحكومية. وأشار إلى أن حضور المغرب في هذا المؤتمر كان حضورا متميزا حيث ساهم الوفد المغربي بكل فعالية وإيجابية في مختلف أنشطة هذه التظاهرة سواء في الجلسات العامة أو ورشات العمل فضلا عن مداخلة ممثل المديرية العامة للأمن الوطني. تجدر الإشارة إلى أن المشاركة المغربية تمثلت في الورقة التي قدمها ممثل المديرية العامة للأمن الوطني ورئيس وحدة الشرطة القضائية بالمعهد الملكي للشرطة عميد الشرطة الممتاز أحمد بن دحمان بعنوان "الشراكة بين المؤسسات الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان ومنظمات المجتمع المدني في مجال تعزيز واحترام حقوق الانسان بالمغرب"، وكذا مساهمة السيد الحبيب بلكوش رئيس مركز دراسات حقوق الانسان والديموقراطية في ورشة (تحديات الامن وقضية حقوق الانسان) كمقرر ومتدخل. كما شارك في النقاشات التي شهدتها جلسات المؤتمر السيد محمد أوزكان العامل مدير الحريات العامة بوزارة الداخلية. من جهة أخرى أبرز السيد الصبار أن مؤتمر الدوحة شكل فرصة مناسبة لعدد من المؤسسات الوطنية والشبكات العالمية والقارية والجهوية وهيئات المجتمع المدني العربية والاجنبية الاخرى للتعرف على أجندة المنتدى العالمي لحقوق الانسان الذي سيعقد في نهاية الشهر الجاري بمراكش. وفي هذا الصدد تلقى المجلس الوطني لحقوق الانسان ممثلا في أمينه العام طلبات للمشاركة في المنتدى العالمي والمساهمة في إنجاحه. وحول موضوع مؤتمر الدوحة أوضح السيد الصبار أن الامن وحقوق الانسان مرتكزان أساسيان لدولة القانون ولا يمكن تصور تأطير أمني بدون تمتيع المواطنين والمواطنات بحقوقهم وحرياتهم الأساسية لأن حرمانهم غالبا ما يؤدي إلى الاحتقان والتوتر والانفلات الأمني. واستطرد أن حقوق الانسان والامن متلازمان ولا يمكن تحقيق الأمن على حساب حقوق الانسان كما أنه لا يمكن مواجهة الإرهاب إلا على خلفية احترام حقوق الانسان. واعتبر أن المقاربة الأمنية الخالصة في هذا الجانب انتهت إلى الفشل حيث تمددت رقعة الإرهاب إلى مناطق أخرى كالصومال والعراق ونيجيريا ودول أخرى. وأكد أن المؤتمر خلص إلى ضرورة إرساء حكامه في البلدان العربية بما يسمح بتحقيق الأمن والنهوض بحقوق الانسان. وأشار إلى أن المؤتمر تناول أيضا واقع السياسات العقابية في البلدان العربية بعد تشخيص واقعه المتسم بالارتكاز على الردع وإغفال الأبعاد الأخرى للسياسات بما في ذلك الإصلاح والإدماج. وقد طالب المؤتمر، حسب المصدر نفسه، بمراجعة السياسات العقابية الحالية في المنطقة العربية في اتجاه "أنسنة العقاب".

الدوحة.. الأمن الوطني يستعرض تجربته في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان

31/12

صحيفة الناس

ومناهج علمية حديثة وشرطة مواطنة قريبة من المواطن ومعبأة لخدمته ومفتحة على محيطها ومتواصلة مع مختلف الفاعلين، وذات إمام جيد بقديم ومبادئ حقوق الإنسان الكفيلة بحماية الحق في الحياة والسلامة الحسنية للمواطن وضمان الغضاء الملائم للتمتع بالحقوق والحريات.

وفي هذا الصدد، أكد أنه حرصا على القطع النهائي مع أي تصرف من شأنه المساس بحقوق الإنسان أو يشكل فعلا من أفعال التعذيب، سادرت المديرية، في شتنبر 2014، إلى إصدار مذكرة موجهة لكافة المصالح الأمنية حول تدعيم الإجراءات الوقائية ضد التعذيب والمعاملة السيئة، مع الحرص على تعزيز احترام الضمانات القانونية للأشخاص الخاضعين للبحث الجنائي.

وتحدث بن دحمان عن الشراكات التي عقدها المديرية العامة مع عدد من الجهات كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان والمندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان والمجتمع المدني، إيمانا منها بالتلازم بين حفظ الأمن واحترام حقوق الإنسان.



الديمقراطي، مؤكدا أن الدستور الجديد أسس مفهوم جديد للمجتمع المدني وأناط به أدوارا ووظائف جديدة في مجال إعداد وتفعيل وتنفيذ السياسات العمومية.

وتطرق المسؤول المغربي لدور المديرية العامة للأمن الوطني في تعزيز وحماية حقوق الإنسان وانخراطها في المسار الإصلاحية الذي عرفه المغرب، حيث قال بالخصوص إنها بادرت إلى بلورة استراتجية عمل تهدف إلى بناء شرطة عصرية ذات كفاءة عالية ومجهزة بوسائل

الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان، وإقرار دستور جديد في 2011 الذي يعد ميثاقا حقيقيا للحقوق والحريات الأساسية من خلال تأكيدها على التزام المملكة بحقوق الإنسان وتشبثها بها كما هو متعارف عليها دوليا.

وانتقل بن دحمان للحديث عن المجتمع المدني وأدواره في حماية وتعزيز حقوق الإنسان، وقال إنه كان له دور ريادي في ترسيخ القيم المدنية والوطنية المثلى، وفي الدفاع عن حقوق المواطنين وتقوية شروط نجاح الانتقال

مف حقوق الإنسان، الذي أصبح معولما، بمزيد من اليقظة اليومية والموضوعية والدقة والمصادقية، حيث واصلت تعزيز منظومتها القانونية والمؤسسية المتعلقة بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها من خلال مجموعة من الإصلاحات، مثل ترقية المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى مجلس وطني باختصاصات وصلاحيات موسعة، وإحلال مؤسسة الوسيط محل ديوان المظالم، وكذا إحداث المندوبية

استعرض عميد الشرطة ممتاز احمد بن دحمان، رئيس وحدة الشرطة القضائية بالمعهد الملكي للشرطة باسم المديرية العامة للأمن الوطني، ظهر أول امس الأربعاء، أمام المشاركين في المؤتمر الدولي حول تحديات الأمن وحقوق الإنسان في المنطقة العربية بالعاصمة القطرية الدوحة، تجربة المديرية العامة للأمن الوطني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان.

وقدم بن دحمان، خلال الورشة الثانية التي عقدت حول موضوع الشراكة بين المؤسسات الأمنية والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان ومنظمات المجتمع المدني في مجال تعزيز واحترام حقوق الإنسان، ورقة عمل استعرض فيها تجربة المديرية في هذا المجال والجهود التي تبذلها لحفظ الأمن وحقوق الإنسان على السواء. وأشار في مداخلتته إلى واقع حقوق الإنسان بالمغرب، مستعرضا المسار الإصلاحية الذي يشهده المملكة خاصة خلال العقد الأخيرين، مؤكدا أن المملكة المغربية اختارت التعااطي مع



الدار البيضاء تستضيف المنتدى الدولي الأول لحركة حقوق الإنسان

يفتح مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان بالتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب في 8 نوفمبر فعاليات "المنتدى الدولي الأول لحركة حقوق الإنسان في العالم العربي" في مدينة الدار البيضاء بالمملكة المغربية. ويسعى المنتدى لمناقشة إشكاليات التحول الديمقراطي في إطار "الربيع العربي" وأولويات الإصلاح والتغيير. وذلك خلال الفترة 8 - 10 نوفمبر الحالي. ويتم تنظيم المنتدى SIDA بدعم من الوكالة السويدية للتنمية والتعاون الدولي. يشارك في فعاليات المنتدى مجموعة من المدافعين عن حقوق الإنسان والأكاديميين والكتّاب وقيادات منظمات المجتمع المدني والسياسيين والإعلاميين. ويبلغ عدد المشاركين نحو 70 مشارك من 10 دول عربية هي: (مصر، المغرب، تونس، الجزائر، اليمن، فلسطين، السودان، الأردن، لبنان، البحرين) و3 دول أوروبية: (فرنسا، ألمانيا، بلجيكا) بالإضافة إلى الولايات المتحدة الأمريكية. ويفتح أعمال المؤتمر بمجي الدين حسن مدير مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان، وإدريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب. وقد بعث زيد بن رعد مفوض الأمم المتحدة السامي لحقوق الإنسان برسالة إلى المؤتمر يلقيها نيابة عنه هاني مجلي رئيس فرع آسيا والمحيط الهادئ والشرق الأوسط وشمال أفريقيا بمكتب حقوق الإنسان التابع للمفوضية السامية للأمم المتحدة. ويناقش المنتدى القضايا الرئيسية التالية: مستقبل ودور جماعات الإسلام السياسي في الحكم بالمنطقة العربية في ضوء تجربتهم السياسية خلال الربيع العربي في مصر وتونس والمغرب؛ وطبيعة التحديات التي تواجه إصلاح العلاقات المدنية العسكرية ودمقرطتها؛ والمواقف الدولية والإقليمية من الربيع العربي؛ ودلالات صعود الجماعات الإرهابية والتطرف الديني مرة أخرى بالمنطقة. وأخيراً؛ سيسعى المنتدى لإجراء نقاش معمق حول إمكانيات الإصلاح والتغيير والدفع باتجاه التحول الديمقراطي بالمنطقة، وحول دور الشباب في عملية التغيير السياسي والاجتماعي، وكذلك سيتناول في مداواته طبيعة الدور الذي على حركة حقوق الإنسان في العالم العربي أن تؤديه في هذه المرحلة لتعزيز حقوق الإنسان والدفع في اتجاه التحول الديمقراطي وفي الوقت نفسه مواجهة التحديات الماثلة أمامها.

إشكاليات التحول الديمقراطي في إطار الربيع العربي محور المنتدى الدولي لحركة حقوق الإنسان

يفتح أعمال المؤتمر بجمي الدين حسن مدير مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان، وإدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب. وقد بعث زيد بن رعد مفوض الأمم المتحدة السامي لحقوق الإنسان برسالة إلى المؤتمر يليقها نيابة عنه هاني مجلي رئيس فرع آسيا والمحيط الهادئ والشرق الأوسط وشمال أفريقيا بمكتب حقوق الإنسان التابع للمفوضية السامية للأمم المتحدة

أخبار القنيطرة

ينظم مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان بالتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان من 8 إلى 10 نونبر 2014 بمدينة الدار البيضاء المنتدى الدولي لحركة حقوق الإنسان في العالم العربي تحت شعار "إشكاليات التحول الديمقراطي في إطار الربيع العربي وأولويات الإصلاح والتغيير".

فعاليات المنتدى تحضره مجموعة من المدافعين عن حقوق الإنسان والأكاديميين والكتاب وممثلي منظمات المجتمع المدني والسياسيين والإعلاميين من 10 دول عربية هي: (مصر، المغرب، تونس، الجزائر، اليمن، فلسطين، السودان، الأردن، لبنان، البحرين) و3 دول أوروبية: (فرنسا، ألمانيا، بلجيكا) بالإضافة إلى الولايات المتحدة الأمريكية .

ويفتح أعمال المؤتمر بجمي الدين حسن مدير مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان، وإدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب. وقد بعث زيد بن رعد مفوض الأمم المتحدة السامي لحقوق الإنسان برسالة إلى المؤتمر يليقها نيابة عنه هاني مجلي رئيس فرع آسيا والمحيط الهادئ والشرق الأوسط وشمال أفريقيا بمكتب حقوق الإنسان التابع للمفوضية السامية للأمم المتحدة.

وسيتناول المشاركون موضوع المؤتمر من خلال جملة المحاور تم على الخصوص : الانتخابات والفاعلين السياسيين الجدد بعد الربيع العربي من منظور حقوق الإنسان، الفاعلون الجدد والقدامى : الديناميات والآفاق، الربيع العربي والفاعلين الدوليين، دلالات صعود التطرف بالمنطقة العربية؟ أي مستقبل؟. كما سيتناول اللقاء محاور تم حصاد الربيع العربي والتحول الديمقراطي، دور الشباب في إطلاق عملية التغيير، أي دور للحركة الحقوقية. يشار أن تنظيم هذا اللقاء يندرج في إطار المساهمة في التحضير للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان المزمع تنظيمه في نهاية نونبر 2014 بمدينة مراكش.

تعيين المغربي محمد عياط خبيرا أمميا مستقلا في الكوت ديفوار

عين الخبير القانوني المغربي محمد عياط، اليوم الخميس بجنيف، خبيرا مستقلا للأمم المتحدة مكلفا بحالة حقوق الانسان في الكوت ديفوار. وتم تعيين الباحث المغربي في القانون الدولي بالإجماع خلال جلسة عامة لمجلس حقوق الإنسان بالأمم المتحدة. ويعمل عياط، عضو **المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، مستشارا قانونيا للمدعية العامة بالمحكمة الجنائية الدولية. وقد انتخب في عام 2008 خبيرا مستقلا بلجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة، كما عين من قبل في منصب مقرر خاص بدولة الكوت ديفوار. وسبق له أن شارك في مشروع بحث دولي حول النزاعات والاضطهاد والعدالة في أعقاب الصراع حيث كان مسؤولا عن هذا المشروع البحثي في شمال إفريقيا. وساهم الخبير المغربي في صياغة مدونات نموذجية للعدالة الجنائية الانتقالية للأمم المتحدة. وله العديد من المنشورات في مجال القانون الجنائي وعلم الجريمة. وكخبير مستقل للأمم المتحدة، سيعهد الى السيد محمد عياط بتقييم أوضاع حقوق الانسان في الكوت ديفوار وتقديم الدعم للسلطات والأطراف المعنية بغرض النهوض بثقافة حماية واحترام هذه الحقوق.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
COUNCIL OF HUMAN RIGHTS
Conseil national des droits de l'Homme

أخبارك
Akhhbarak.net
أخبار مصر من جميع المصادر

دوت مصر
www.dotmsr.com

السبت .. منتدى دولي لحركة حقوق الإنسان في العالم العربي

يفتح مدير مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان بهي الدين حسن، ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب إدريس اليازمي غدا، السبت، فعاليات "المنتدى الدولي الأول لحركة حقوق الإنسان في العالم العربي" بمدينة الدار البيضاء بالمملكة المغربية في إطار سعي المركز والمجلس لمناقشة إشكاليات التحول الديمقراطي في إطار "الربيع العربي" وأولويات الإصلاح والتغيير.

يشارك في فعاليات المنتدى مجموعة من المدافعين عن حقوق الإنسان والأكاديميين والكتّاب وقيادات منظمات المجتمع المدني والسياسيين والإعلاميين، ويبلغ عدد المشاركين نحو 70 مشاركا يمثلون عشر دول عربية، هي مصر والمغرب وتونس والجزائر واليمن وفلسطين والسودان والأردن ولبنان والبحرين وبمشاركة ممثلين لثلاث دول أوروبية، هي فرنسا وألمانيا وبلجيكا، بالإضافة إلى الولايات المتحدة الأمريكية.

وذكر بيان لمركز القاهرة أن المنتدى يأتي في وقت تشهد فيه المجتمعات العربية تحولات جذرية في بنيتها السياسية والاجتماعية، وكذلك تبدلات في خريطة التحالفات الإقليمية كرد فعل على اندلاع انتفاضات الربيع العربي وصعود الجماعات الإرهابية على حد سواء.

ويبحث المنتدى على مدار ثلاثة أيام تجارب التحول الديمقراطي التي شهدتها دول الربيع العربي والانتكاسات المتفاوتة التي أعقبت الربيع العربي، فضلا عن المخاطر المحدقة بحركة حقوق الإنسان في بعض الدول العربية.

كما يناقش المنتدى مستقبل ودور جماعات الإسلام السياسي في الحكم بالمنطقة العربية في ضوء تجربتها السياسية خلال الربيع العربي في مصر وتونس والمغرب، وطبيعة التحديات التي تواجه إصلاح العلاقات المدنية العسكرية ودمقرطتها، والمواقف الدولية والإقليمية من الربيع العربي، ودلالات صعود الجماعات الإرهابية والتطرف الديني مرة أخرى بالمنطقة.

كما يجري المنتدى نقاشا معمقا حول إمكانيات الإصلاح والتغيير والدفع باتجاه التحول الديمقراطي بالمنطقة ودور الشباب في عملية التغيير السياسي والاجتماعي وكذلك طبيعة الدور الذي ينبغي على حركة حقوق الإنسان في العالم العربي أن تؤديه في هذه المرحلة لتعزيز حقوق الإنسان والدفع في اتجاه التحول الديمقراطي مع مواجهة التحديات الماثلة أمامها.

http://www.akhbarak.net/news/2014/11/07/5272489/articles/16808515/%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%A8%D8%AA_%D9%85%D9%86%D8%AA%D8%AF%D9%89%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8A_%D9%84%D8%AD%D8%B1%D9%83%D8%A9_%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82_%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86_%D9%81%D9%8A_%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%85_%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A8%D9%8A#

<http://dotmsr.com/ar/101/7/120250/>

07/11/2014

Conseil national des droits de
l'Homme

5

www.cndh.org.ma



Violences dans les universités

Une proposition de loi qui tombe à point nommé

Sara El Majhad
selmajhad@aujourd'hui.ma

Si la rentrée universitaire semble se dérouler dans le calme, nos députés, eux, n'ont pas oublié les violences qui avaient secoué les campus du Royaume durant le dernier trimestre de l'année dernière. Les groupes parlementaires de la majorité viennent d'émettre une proposition de loi relative à la lutte contre la violence dans les universités et les établissements scolaires. Le texte, composé de 12 articles, énumère, pour la première fois, les poursuites pénales prévues contre les personnes ayant perpétré des violences dans le milieu universitaire.

Loin d'être de simples mesures dissuasives, les peines prévues par cette proposition de loi vont de 2 mois pour des slogans incitant à la haine à 5 ans de prison en cas d'homicide involontaire, avec des amendes allant de 2.000 à 50.000 dirhams. Le texte prévoit également le dédoublement de ces peines pour les instigateurs et les «incitateurs» de ce type d'actes. Interrogé par ALM sur le contexte de cette proposition de loi, Abdallah Bouanou, chef du groupe du Parti de la justice et du développement (PJD) à la Chambre des représen-

tants, a expliqué que l'idée de cette proposition de loi est intervenue bien avant les événements de l'université de Fès en avril dernier. «Nous avons présenté cette proposition de loi suite aux nombreux cas de violence, pas seulement à Fès mais aussi à Marrakech, Rabat, Agadir et plusieurs autres villes. Il est temps de mettre fin à ce phénomène. Les jeunes doivent comprendre que défendre une idéologie ne devrait pas se faire à travers la violence», a-t-il expliqué. Cette initiative du Parlement soulève néanmoins la question de l'efficacité de mesures législatives pour faire face aux phénomènes de violence impliquant des jeunes. Il faut noter dans ce sens qu'une étude du Conseil national des droits de

des articles
allant de
50.000

l'Homme (CNDH) menée en juin dernier souligne avant tout la responsabilité de l'Etat dans ce type de violences. L'étude relève ainsi une responsabilité directe de l'Etat «lors des interventions musclées des forces de l'ordre dans les universités, ou encore en cas d'abstention d'intervenir dans certains cas d'affrontements entre factions estudiantines» mais également sa responsabilité indirecte «vu les conditions de vie et des moyens mis à la disposition des étudiants». Pour Bouanou, pour que l'Etat assume ses responsabilités, il a justement besoin d'un cadre juridique que devrait lui assurer l'organe législatif. «De plus, nous avons toujours prôné une approche multidimensionnelle. Il est évident que la loi n'est pas la seule solution, elle devrait être accompagnée d'une stratégie complète. L'université doit d'abord être un espace de dialogue et de liberté, ça ne nous empêche pas de prendre des mesures contre les personnes violentes», a-t-il ajouté. Par ailleurs, certaines mesures proposées par les députés de la majorité semblent, à première vue, excessives. Le

des articles
2.000 à
dirhams.

4ème article du chapitre 316 prévoit, par exemple, une peine allant d'une à deux années de prison et une amende allant de 2.000 à 20.000 dirhams pour les actes de violence ou les manifestations dans les universités et les établissements scolaires ayant entravé le déroulement des cours ou des examens. Si cet article semble porter atteinte au droit de grève des étudiants, Bouanou explique qu'il est à nuancer.

«Ces peines sont le dernier recours. Les étudiants ont évidemment le droit de grève, mais quand les études sont suspendues pendant deux ou trois mois, il faut prendre les mesures nécessaires», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il n'est «pas normal qu'un petit groupe de personnes pro-

Loin d'être de simples mesures dissuasives, les peines prévues par cette proposition de loi vont de 2 mois pour des slogans incitant à la haine à 5 ans de prison en cas d'homicide involontaire, avec des amendes allant de 2.000 à 50.000 dirhams.

voque une année blanche dans une université».

Quoi qu'il en soit, le texte actuel n'est pas définitif. La proposition de loi devra être examinée par l'une des commissions de la Chambre des représentants puis étu-

diée en plénière par les deux Chambres du Parlement, un circuit pendant lequel elle pourra faire l'objet d'amendements. Ces deux procédures n'ayant pas de délais précis, l'adoption de cette loi dépendra essentiellement des députés.

La commission des droits de l'Homme à Dakhla-Aouessred s'ouvre sur les médias

C'était lors d'une table ronde organisée au siège de la **Commission régionale des droits de l'Homme de Dakhla- Aouessred** que l'ensemble des représentants des médias se sont retrouvés pour débattre du rôle des médias dans la consolidation et le respect des droits de l'Homme.

Dans une allocution prononcée en l'occasion, le président de ladite commission a exprimé sa satisfaction de se retrouver en présence des représentants de la presse sous toutes ses formes : audiovisuelle, écrite et électronique. Il a également souligné sa conviction de l'importance du rôle que peuvent jouer les médias pour contribuer à développer, vulgariser, ancrer et consolider la culture des droits de l'Homme. Il a indiqué que les fâcheux événements qui ont secoué la ville ces derniers jours, étaient à l'origine du report de cette table ronde qui était prévue au début du mois pour attirer l'attention sur le rôle de la presse, de façon générale, en matière de vulgarisation des droits de l'Homme. Il a exprimé sa solidarité avec les journalistes victimes d'enlèvement, d'oppression et d'assassinat dans le monde. Dans ce sens, l'assistance a suivi un documentaire relatant et dénonçant les violations des droits de l'Homme subies par des journalistes, de par le monde. Le président de la CDRH a souligné que quelque 5 milliards et demi de personnes dans le monde sont victimes de violations des droits de l'Homme et que la presse a un rôle primordial à jouer pour lutter contre ce fléau.

Concluant son intervention, Mohamed Lamine Semlali a déclaré que la commission qu'il préside est disposée à convenir avec les différents médias d'un partenariat visant leur développement et la formation des journalistes dans les domaines des droits de l'Homme et de la presse. Il a, ensuite, confirmé la disposition de la CRDH à prendre en charge la location d'un local et son équipement pour héberger un éventuel club local de la presse que les intéressés se proposent de créer.

Une invitation a été adressée à tous ceux qui sont concernés pour participer au 2ème Forum mondial des droits de l'Homme, prévu à Marrakech du 27 au 30 novembre courant.

Les progrès du Maroc en matière de lutte contre le sida salués par l'OMS

Le Maroc est considéré comme un pays "exemplaire" dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), en matière de lutte contre le sida, a affirmé récemment à Rabat, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Maroc, Yves Souteyrand. S'exprimant à l'ouverture des travaux de l'atelier de synthèse de la revue à mi-parcours du Plan conjoint d'appui des Nations unies à la riposte nationale au Sida 2012-2016 (PCNU), Yves Souteyrand a expliqué que le Royaume est en effet l'un des pays ayant le plus réussi dans le domaine de l'accès des personnes atteintes de Sida au traitement antirétroviral (ARV). Les progrès réalisés par le Maroc dans la lutte contre le Sida sont imputables à la coordination des efforts de plusieurs acteurs impliqués dans la riposte au fléau, notamment, la société civile "très motivée", les autorités nationales, le ministère de la Santé qui a pris le leadership dans le domaine, ainsi que le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, a-t-il dit. Même son de cloche chez le directeur de l'épidémiologie au ministère de la Santé, Abderrahmane Maaroufi, qui a rappelé que le Maroc s'est mobilisé depuis plus de deux décennies en matière de lutte contre le Sida, avec un ancrage de l'approche multisectorielle et du partenariat actif entre les différents secteurs gouvernementaux et les Organisations non gouvernementales (ONG). Il a dans ce sens assuré que le Royaume progresse vers la réalisation des objectifs fixés par la déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2011, et le plan stratégique national de lutte contre le Sida 2012-2016 (PSN), lequel vise à concrétiser l'accès universel à des services de prévention, de traitement, de prise en charge et d'appui en matière de VIH, en adoptant la vision "zéro nouvelle infection par le VIH, zéro décès lié au Sida et zéro discrimination". M. Maaroufi a indiqué à cet égard, que selon les dernières estimations, le Maroc connaît le début d'une réduction des nouvelles infections VIH et de la morbidité et mortalité des personnes vivant avec le VIH, faisant savoir qu'en 2013, 583.440 tests de dépistage ont été réalisés contre 60.000 en 2011 et que les programmes de prévention combinée pour les populations les plus exposées aux risques, mis en œuvre en partenariat avec les ONG, ont permis de toucher la même année, 151.538 personnes. Les efforts de réduction des coûts ont par ailleurs, permis au Maroc de figurer parmi les pays où les prix d'acquisition des médicaments ARV de première ligne sont les plus bas, a-t-il expliqué, relevant que le nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement ARV au Maroc, a atteint 7.038 en juin 2013 contre 4.047 en 2011, soit une augmentation de 60 %. Selon M. Maaroufi, les avancées réalisées en matière de la riposte au Sida, sont le résultat d'un engagement soutenu de la part du gouvernement et des ONG, de l'alliance avec de nouveaux acteurs stratégiques comme le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et l'Initiative nationale du développement humain (INDH), d'une intensification des programmes de prévention combinée et de dépistage auprès des populations clés et vulnérables, d'une amélioration de l'accès au traitement ARV, au suivi biologique et à l'appui psychologique, ainsi que d'un renforcement du leadership et de la gouvernance. De son côté, le directeur du Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) au Maroc a précisé que la revue à mi-parcours du PCNU vise à analyser les réalisations de ce plan deux ans et

http://www.libe.ma/%E2%80%8BLes-progres-du-Maroc-en-matiere-de-lutte-contre-le-sida-salues-par-l-OMS_a55691.html

depuis sa mise en œuvre et de conseiller l'équipe pays et l'équipe conjointe Sida pour améliorer la pertinence, l'efficacité et l'adéquation de l'appui des Nations unies à la riposte nationale au Sida. M. Alami a par ailleurs relevé que le PCNU qui découle de la volonté de l'équipe des Nations unies au Maroc de rassembler et d'utiliser au mieux ses ressources techniques et financières pour un appui coordonné et pertinent à la riposte nationale au Sida s'appuie et s'aligne sur la réalisation des objectifs du PSN. Cet atelier de synthèse de la revue à mi-parcours du PCNU, marqué par la présence entre autres, des représentants des Agences des Nations unies, du ministère de la Santé, des secteurs gouvernementaux, du CNDH, de la Rabita Mohammedia des oulémas et des ONG œuvrant dans le domaine de la lutte contre le Sida et la réduction des risques, vise à faire le point sur la situation actuelle de l'épidémie du Sida et de la riposte au Maroc, à présenter et discuter la synthèse de la revue à mi-parcours du PCNU et identifier et proposer des actions pour renforcer l'efficacité, l'efficience et la valeur ajoutée des Nations unies pour un soutien optimal à la riposte nationale.

DRISS EL YAZAMI, PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

“Le Forum de Marrakech est un enjeu pour l'humanité”

Dans cet entretien, Driss El Yazami nous parle de la portée de la tenue au Maroc du Forum mondial des droits de l'Homme.

Maroc Hebdo: Quelle est l'importance de la tenue au Maroc du Forum mondial des droits de l'Homme?

Driss El Yazami: En une trentaine d'années, les droits de l'Homme sont devenus à la fois une composante centrale de la vie des nations -de toutes les nations- et une variable essentielle dans les relations internationales. Ce mouvement d'universalisation continue a été marqué par la Conférence de Vienne de 1993. Depuis, il y a eu de très nombreuses conférences thématiques sur les droits de l'Homme (femmes, enfants, etc.), mais pratiquement plus de conférences généralistes, jusqu'au premier forum, organisé par le Brésil en décembre 2013.

A cet égard, le deuxième Forum, que le Royaume accueille, constitue un véritable enjeu pour l'ensemble de l'humanité. D'abord, en raison de l'ampleur des thèmes qui seront discutés: plus d'une centaine de problématiques. En second lieu, par la diversité des participants, en provenance de tous les continents: gouvernements, parlements, ONG nationales et internationales, institutions nationales des droits de l'Homme, agences et organes spécialisés en droits de l'Homme des Nations unies, think-tanks, universitaires et experts.

En troisième lieu, parce que ce forum va permettre, en même temps, de faire le bilan sur l'effectivité des droits déjà inscrits dans le droit international des droits de l'Homme (les droits civils et politiques et économiques et sociaux) et de débattre de problématiques émergentes

fondamentales. Les participants vont donc discuter de la mise en œuvre des droits théoriquement acquis et des droits à élaborer, concernant, par exemple, les personnes âgées, les entreprises et les droits de l'Homme, etc.

Malgré ses efforts, le Maroc reste sur la défensive vis-à-vis des organismes internationaux. Pourquoi, d'après vous?

Driss El Yazami: Dans le monde globalisé et connecté d'aujourd'hui, l'interaction avec les

qu'il nous reste à faire comme en témoignent les discours de Sa Majesté sur, par exemple, la réforme de la justice. Nos institutions constitutionnelles publient, pratiquement toutes les semaines, des rapports qui pointent nos défaillances et qui tracent les voies de la réforme.

Nos propres ONG aussi. La société marocaine a démontré d'incontestables capacités de débat pluraliste et contradictoire comme l'ont encore prouvé les vastes délibérations sur la Justice, la société civile, la peine de mort, etc. Les voix internationales qui nous critiquent reconnaissent en même temps les progrès que nous avons réalisés, mais nous, trop souvent, nous ne relevons que les points négatifs, sans lire l'intégralité de leurs rapports. Mais l'essentiel est que nous établissions par nous-mêmes notre agenda et que nous le mettions en œuvre.

Les ONG nationales ont-elles été associées à la préparation du Forum?

Driss El Yazami: Plusieurs organes ont été mis en place pour préparer ce forum: un Comité scientifique international qui s'est réuni trois fois; un Comité de suivi avec, notamment, la Délégation interministérielle aux droits de l'Homme; et les ONG nationales ont été réunies dans deux séminaires nationaux en juin et en octobre. En parallèle, des dizaines de réunions bilatérales ont été et sont encore organisées avec les diverses composantes de la société civile marocaine dans sa diversité. Je crois pouvoir dire aujourd'hui que cette diversité et ce pluralisme seront présents à Marrakech, même s'il est impossible de pouvoir rassembler les dizaines de milliers d'associations qui sont heureusement aujourd'hui actives sur l'ensemble du territoire national ■



© Photo MAP

ONG internationales et les organes de l'ONU est naturelle et un signe de bonne santé démocratique. Le Royaume a choisi volontairement de s'inscrire dans la dynamique universelle et le démontre par son ouverture permanente aux ONG, aux comités et aux rapporteurs des Nations unies.

Cette ouverture est loin d'être pratiquée par les autres pays. Nous savons par nous-mêmes ce

RECUEILLIS PAR
N. JOUHARI



حقوق الإنسان

المغرب حظي باشادة وتأييد من عدد من المشاركين في المؤتمر الدولي حول

حقوق الإنسان بالدوحة (الصابار)

الخميس، 6 نوفمبر، 2014 - 15:21



الدوحة - أكد السيد محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أن التجربة المغربية في مجال حقوق الإنسان حظيت بإشادة وتأييد خاصين من لدن عدد من المشاركين في المؤتمر الدولي حول (تحديات الأمن وحقوق الإنسان في المنطقة العربية) الذي اختتم أشغاله يوم الخميس بالدوحة.

Partager

<http://www.mapexpress.ma/ar/actualite/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D8%AD%D8%B8%D9%8A-%D8%A8%D8%A7%D8%B4%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D9%88%D8%AA%D9%86%D9%88%D9%8A%D9%87-%D9%85%D9%86-%D8%B9%D8%AF%D8%AF-%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B4/%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86/>

L'expérience marocaine mise en exergue à la conférence internationale sur la sécurité et les droits de l'Homme à Doha

Doha - **Le Secrétaire général du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Mohamed Essabbar, a indiqué que l'expérience marocaine a été mise en exergue par les participants à la conférence internationale sur les défis de la sécurité et des droits de l'Homme** dont les travaux ont pris fin jeudi à Doha, au Qatar.

Dans une déclaration à la MAP, M. Essabbar a ajouté que l'expérience marocaine a été saluée par les participants aussi bien en ce qui concerne les questions de la gouvernance que de la promotion et de l'intégration des normes internationales des droits de l'Homme dans les politiques gouvernementales.

L'expérience marocaine mise en exergue à la conférence internationale sur la sécurité et les droits de l'Homme à Doha

Doha, 06 nov (MAP) - **Le Secrétaire général du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Mohamed Essabbar, a indiqué que l'expérience marocaine a été mise en exergue par les participants à la conférence internationale sur les défis de la sécurité et des droits de l'Homme** dont les travaux ont pris fin jeudi à Doha, au Qatar. Dans une déclaration à la MAP, M. Essabbar a ajouté que l'expérience marocaine a été saluée par les participants aussi bien en ce qui concerne les questions de la gouvernance que de la promotion et de l'intégration des normes internationales des droits de l'Homme dans les politiques gouvernementales. Il a, en outre, indiqué que cette conférence a permis à tous les participants de découvrir l'agenda du Forum mondial des Droits de l'Homme, prévu fin novembre courant à Marrakech, soulignant, à cet égard, que le CNDH a reçu de nombreuses demandes de participation à ce forum. Concernant le thème choisi par la conférence de Doha, le Secrétaire général du CNDH a relevé la pertinence de ce choix, estimant que les questions de la sécurité et des droits de l'homme constituent les deux piliers fondamentaux de l'Etat de droit, en ce sens qu'il n'est pas possible d'envisager un encadrement sécuritaire sans une garantie des droits et libertés fondamentaux aux citoyens. Il a relevé que cette conférence a également abordé la réalité des systèmes pénaux dans le monde arabe, caractérisés par leur focalisation sur les peines punitives au détriment de la réinsertion. Outre le Secrétaire général du CNDH, le Maroc a été représenté à cette conférence par des responsables de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et du ministère de l'intérieur ainsi que de représentants de la société civile marocaine. (MAP).

<http://www.menara.ma/fr/2014/11/06/1443034-l%E2%80%99exp%C3%A9rience-marocaine-mise-en-exergue-%C3%A0-la-conf%C3%A9rence-internationale-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-et-les-droits-de-l%E2%80%99homme-%C3%A0-doha.html>

Présentation à Doha de l'expérience de la DGSN en matière de consolidation et de respect des droits de l'Homme

Doha, 05 nov.(MAP)- L'expérience de la direction générale de la sûreté nationale (DGSN) en matière de consolidation et de respect des droits de l'Homme a été présentée, mercredi à Doha, lors des travaux de la conférence internationale sur les défis de la sécurité et des droits de l'Homme. Dans une intervention, Ahmed Ben Dahman de la DGSN est revenu sur le partenariat existant entre les institutions sécuritaires et celles des droits de l'Homme en la matière. Il a dans ce sens souligné le rôle important de la société civile dans la promotion et le respect des droits de l'homme, relevant, par ailleurs, l'adhésion de la DGSN au processus de réformes entreprises au Maroc. En ce sens, il a indiqué que la DGSN a adopté une stratégie visant la modernisation du corps de la police en le dotant d'une haute qualification et l'équipant de moyens modernes et en en faisant une police citoyenne, ouverte sur son environnement et au fait des principes et valeurs des droits de l'Homme. Il a ajouté qu'afin de rompre définitivement avec toute pratique de nature à porter atteinte aux droits de l'Homme, la DGSN a adressé une note à tous ses services relative au renforcement des mesures préventives contre la torture et les mauvais traitements tout en veillant au respect des garanties judiciaires pour les personnes assujetties aux enquêtes criminelles.

Le responsable marocain a également évoqué les partenariats développés par la DGSN avec de nombreux organismes comme le **Conseil national des droits de l'Homme**, la délégation ministérielle chargée des droits de l'homme et la société civile. Par ailleurs, il est revenu sur le processus audacieux entrepris par le Maroc, particulièrement, depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI. Il a souligné que le Royaume a poursuivi ces réformes en renforçant ses régimes judiciaires et institutionnels relatifs aux droits de l'Homme à travers, notamment, le renforcement des prérogatives du conseil des droits de l'Homme devenu le Conseil national des droits de l'homme, la création de l'institution du Médiateur, la mise en place d'une délégation interministérielle chargée des droits de l'homme et l'adoption en 2011 d'une constitution qui est une véritable charte des Droits et des libertés fondamentales. (MAP).

<http://www.menara.ma/fr/2014/11/06/1442562-pr%C3%A9sentation-%C3%A0-doha-de-l%E2%80%99exp%C3%A9rience-de-la-dgsn-en-mati%C3%A8re-de-consolidation-et-de-respect-des-droits-de-lhomme.html>

07/11/2014

Conseil national des droits de
l'Homme

5

www.cndh.org.ma

Le Marocain Mohamed Ayat nommé expert indépendant de l'ONU pour la Côte d'Ivoire

Le juriste marocain Mohamed Ayat a été nommé, jeudi à Genève, expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire.

La désignation de ce chercheur reconnu en droit international a été approuvée à l'unanimité lors d'une séance plénière du conseil des droits de l'Homme au Palais des Nations.

Membre du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**, l'expert marocain exerce notamment en tant que conseiller juridique du procureur de la Cour pénale internationale (CPI).

Mohamed Ayat, titulaire en 1979 d'un doctorat d'Etat en droit à l'Université de Toulouse (France), a déjà été membre élu du Comité des droits de l'Homme des Nations unies de septembre 2008 à août 2009.

Il est également membre fondateur du groupe de recherche ILM sur "l'Islam : droit et modernité", basé à l'université de Durham aux Pays-Bas, professeur chercheur au Max Planck Institute (Allemagne) et auteur de plusieurs travaux consacrés à la justice pénale transitionnelle et à la criminologie.

Sa contribution fut indéniable à un projet international de recherche sur la justice après les conflits armés, piloté par l'Institut international des hautes études en sciences criminelles (Italie), ainsi qu'à plusieurs recherches sur l'expérience marocaine en matière de Justice transitionnelle.

M. Ayat a en outre contribué, en 2008, à la rédaction des Codes modèles de justice pénale transitionnelle sponsorisés par les Nations unies, en tant que juriste représentant le monde arabo-musulman.

En tant qu'expert indépendant de l'ONU, il a pour mandat notamment d'évaluer la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire et de fournir une assistance aux autorités et aux parties concernées en vue de promouvoir la culture de la protection et du respect de ces mêmes droits et de renforcer les capacités du pays en la matière.

<http://www.menara.ma/fr/2014/11/06/1443014-le-marocain-mohamed-ayat-nomm%C3%A9-expert-ind%C3%A9pendant-de-l%E2%80%99onu-pour-la-c%C3%B4te-d%E2%80%99ivoire.html>

http://www.atlasinfo.fr/Le-Marocain-Mohamed-Ayat-nomme-expert-independant-de-l-ONU-pour-la-Cote-d-Ivoire_a56735.html

Anders Kompass, fonctionnaire au HCDH et mouchard pour le Maroc

M.Anders KOMPASS, Directeur des opérations sur le terrain au Haut Commissariat pour les droits de l'homme (HCDH) continue de fournir des rapports sur le dossier du Sahara Occidental au désormais ambassadeur du Maroc auprès des Nations Unies, Omar Hilale.

Kompass se trouve, depuis des années, à la solde du Maroc. Les services de ce fonctionnaire suédois ont été dévoilés par les documents confidentiels pendus dans la toile par le hacker marocain Chris Coleman.

Ces documents appartiennent au ministère marocain des affaires étrangères. Parmi eux, des notes envoyées par l'ex-ambassadeur du Maroc à Genève, Omar Hilale où il fait un bilan des informations sensibles et confidentielles fournies par Anders Kompass.

A MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

DESTINATAIRE PRINCIPAL : CAB/I -DG 8/I -DG 8/3 CONFIDENTIEL POUR INFORMATION : MD/2 - SG/4

Objet :Appréciation positive de M. Ladsous sur les Commissions régionales du HCDH

J'ai l'honneur de vous informer que mon ami, M.Anders KOMPASS, Directeur des opérations sur le terrain au Haut Commissariat pour les droits de l'homme (HCDH), vient de me téléphoner de Genève pour me confier ce qui suit :

-M. Hervé Ladsous, Secrétaire général Adjoint aux opérations de maintien de la paix, a envoyé un mail, en début de semaine à la MINURSO, avec copie au HCDH, exprimant une appréciation très positive sur le travail des **Commissions régionales du Conseil National des droits de l'homme** de Laâyoune et de Dakhla. -Ces institutions -- sont décrites par M. Ladsous comme des organes qui travaillent librement et objectivement, et accomplissent leur mission de promotion et de protection des droits de l'homme de manière constructive et responsable. -M. Ladsous y ajoute que ces Commissions sont capables de gérer et de régler, sur le terrain, les problèmes quotidiens des droits de l'homme. -M. Ladsous reconnaît également que le rapport de Mme Pillay et de la mission technique du HCDH relatif au travail de ces Commissions était très objectif. - C'est la première fois que le Secrétariat des Nations Unies reconnaît le bien fondé du travail effectué par les Commissions régionales. C'est également une première de la part de l'ONU, dans sa perception des réalisations du Maroc en matière des droits de l'homme au Sahara.

<http://diasporasaharai.blogspot.com/>

07/11/2014

Conseil national des droits de
l'Homme

8

www.cndh.org.ma

M. Kompass, de part son expérience sur le terrain, considère que les Commissions de Laâyoune et de Dakhla sont parmi les plus crédibles au monde, grâce à leur courage, leur indépendance, et surtout au soutien de leur mission par Sa Majesté Le Roi, que Dieu L'assiste.

Le mail de M. Ladsous appelle trois observations :

*Le témoignage sur la crédibilité du travail effectué par les Commissions régionales au Sahara marocain devrait être analysé à l'aune de son auteur, en l'occurrence M. Ladsous, qui n'est pas connu pour son penchant pro-marocain. Il intervient une semaine après la séance de travail tendue que j'ai eu avec lui - cf. M/FC no 390 du 29 juillet 2014 - .

*Le courrier de M. Ladsous à la MINURSO est également important dans la perspective de l'arrivée au Sahara de la nouvelle Représentante Spéciale, Mme Kim Bolduc.

*Cette appréciation fort positive conforte la pertinence de l'organisation par cette Mission du séminaire sur les Commissions régionales dans les régimes autonomes. Le livre contenant les actes de ce séminaire vous sera transmis, ainsi qu'aux Départements de l'ONU et aux organisations concernées, dès la semaine prochaine.

Haute Considération,

L'Ambassadeur Représentant Permanent

Omar Hilale